

Après l'assassinat du gréviste d'Epone : p. 4
faire respecter les travailleurs vivants
pour ne pas avoir à pleurer les morts.

lutte

ouvrière

Nouvelle Calédonie :

les
indépendantistes
boycottent
les élections

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 859 - 17 novembre 1984 - prix : 6 F

p. 20

Fabius annonce la couleur :

avec la droite, un avenir
plus noir que noir

avec le P.S., un avenir
pas rose du tout...

et si les travailleurs
voyaient rouge ?

Dans le monde

Page 6 :

- Espagne : la torture demeure.
- Chili : rafle dans des bidonvilles de Santiago.

Page 7 :

- Le Nicaragua dans l'étau impérialiste.

Page 11 :

- Les troupes françaises quittent le Tchad, l'impérialisme français y demeure.

Page 20 :

- Nouvelle-Calédonie : les indépendantistes boycottent les élections.

En France

Pages 4 et 5 :

- Faire respecter les travailleurs vivants, pour ne pas avoir à pleurer les morts.
- Justice et pouvoirs publics : pour le patron, contre les travailleurs.
- Châteaubriant : il n'aimait pas les étrangers.

Page 8 :

- Les « nouveaux riches »... et les anciens.

Page 9 :

- Renault Cléon et Flins : mobilité et mutations.

Page 10 :

- Budget militaire : toujours autant chouchouté.

Page 12 :

- CCP Montparnasse Paris ; Jeumont-Schneider Saint-Denis ; Laboratoire Monot Quetigny-les-Dijon.
- La justice aux côtés d'un « cumulard ».

Page 13 :

- Chaffoteaux Saint-Brieuc ; Thomson-CSF Saint-Denis ; bus de Dijon ; Stigler-Sabim Colombes.

Pages 14 et 15 :

- Alstom-Atlantique Saint-Nazaire : les stages conversion, d'une sauce à l'autre.
- Bull Paris ; SEITA Lille et Marseille ; Nouvelles Galeries Besançon.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Exposition : Watteau au Grand-Palais.
- Dessins politiques de Plantu et de Wiaz.
- Un dossier du Canard : La force de frappe tranquille.

Pages 18 et 19 :

- Livres : *Guillaume le Maréchal* de G. Duby ; *Forteresse America* de J. Grapin ; *Le mouvement communiste et ses oppositions* ; *Les barricades solitaires* de Semprun Maura.
- Théâtre : *Yalta* de V. Volkoff.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

La hausse des prix : des fanfaronnades aux réalités

La CGT a publié l'indice des prix d'octobre 1984 : +0,9 %. Ce qui fait, depuis le 1^{er} janvier, 8,8 %, et sur un an, 10,6 %. On est loin des 5 % prévus par le gouvernement.

Mais il n'en reste pas moins que les salaires ont bel et bien été bloqués au niveau de ce qu'avait prévu le gouvernement.

Il y a baisse du niveau de vie pour l'ensemble de la population laborieuse ? Qu'à cela ne tienne, le gouvernement fera mieux l'année prochaine. Car pour

cette année, pas question d'augmenter les salaires de plus de 5 %. Les fonctionnaires auront même moins que 5 % d'augmentation... pour donner l'exemple du sacrifice.

Mais est-il raisonnable de mettre en doute l'efficacité des efforts du gouvernement pour ralentir la hausse des prix au moment où Bérégovoy, encore en progrès sur son prédécesseur, annonce d'ores et déjà que l'inflation ne dépassera pas 4,5 % en 1985... sur le papier.

La réduction des impôts : faire — moins — payer les riches

« La réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu bénéficie incontestablement aux salaires élevés ». C'est Le Monde, peu habitué à pourfendre la politique anti-ouvrière du gouvernement, qui l'affirme dans son numéro du 9 novembre. Il se livre d'ailleurs à un calcul sur les réductions d'impôts prévues en 1985 selon les ressources des contribuables. Par exemple, pour un couple ayant deux enfants à charge et qui gagne 10 000 F par mois, la réduction est de 575 F. Ceux qui ont 200 000 F de revenus y gagneront 2 385 F ; ceux qui ont 500 000 F gagneront 8 899 F. Quant aux « huit millions de foyers fiscaux

qui — faute de revenus assez élevés — ne paient pas d'impôts, ils ne seront pas concernés par la réduction de 5 %... mais les fortes hausses des prix de l'essence et des tarifs téléphoniques les concerneront », poursuit ce journal.

Un député socialiste aurait qualifié cette politique de « reaganisme fiscal ». Mais cela n'a pas empêché le groupe socialiste de la voter des deux mains au Parlement. Et en ce moment, de nouveaux cadeaux aux riches doivent être votés au Parlement, telle une réduction d'impôt pour ceux qui achètent des logements pour les louer.

La DST au charbon

C'est un magnifique coup de filet qu'ont effectué les James Bond français.

Ils ont arrêté un redoutable espion qui, pendant des mois, avait déjeuné avec un non moins redoutable agent soviétique au restaurant « La 2^e DB ». La « taupe » française, nommée Patrick Guerrier — c'est son nom dans le civil — était coursier au CHERCHAR, un organisme de recherches travaillant pour les Charbonnages de France. Guerrier a été jugé coupable d'avoir remis au diplomate soviétique des documents « top secret », tel le bilan annuel des Charbonnages !

Mais le CHERCHAR a eu beau chercher, il n'a pas dû trouver grand-chose puisque les Charbonnages se contentent depuis des années de supprimer les exploitations minières les unes après les autres.

Alors, c'était peut-être pour mesurer la profondeur... du retard fran-

çais que ce Soviétique s'intéressait aux Charbonnages de France, à moins que ce soit pour avoir des tuyaux sur l'art de fermer les puits.

Toujours est-il que Guerrier vient d'être condamné à cinq ans de prison. Visible-ment, il y a des bilans annuels qui ne doivent pas être exportés !

Deux mondes

En Afrique, la famine fait des ravages. En Ethiopie, 90 000 habitants sont menacés de mort à brève échéance. Au Tchad, au Mali, la population fuit les zones de sécheresse et se regroupe, sans ressources, dans d'immenses campements. En Mauritanie, la récolte s'annonce catastrophique : le mil, le maïs, le sorgho ont quasiment disparu. Au Mozambique, enfin, les paysans mangent leurs semences tandis qu'une grande partie du cheptel est atteint par la fièvre aphteuse.

Pour ces pays où vivent 61 millions d'habitants, la FAO lance un cri d'alarme et demande une aide d'urgence de 105 millions de francs.

A quelques heures d'avion de là, dans deux galeries d'art de New York, quelques tableaux de peintres modernes et impressionnistes ont été mis en vente ces jours-ci. Les toiles seront, paraît-il, littéralement arrachées et tous les records de prix ont été pulvérisés, atteignant... 460 millions de francs.

Note de service stérile...

L'inspecteur principal du central téléphonique de Valence a accouché de la note suivante, adressée aux employées de son service : « Il apparaît de plus en plus que les dames des bureaux ne prennent pas la peine de programmer leurs naissances. En effet, en cette fin d'année, sept d'entre vous sont enceintes dans la même brigade. Il serait bon, pour que de pareils faits ne se reproduisent pas, de vous entendre au préalable, avant toute action déterminante ».

Il faudrait tout de même que cet inspecteur principal écoute un peu France-Inter pour avoir autre chose qu'un calendrier entre... les « oreilles ».

O. GINO

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :
Prénom :
Adresse :
Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Fabius annonce la couleur :

**Avec la droite, un avenir plus noir que noir,
Avec le PS, un avenir pas rose du tout... !**

Et si les travailleurs voyaient rouge ?

Le Parti Socialiste, lors de la dernière réunion de son comité directeur, a décidé de lancer une grande offensive contre la droite. Il bat le rappel pour se mettre en campagne, en campagne électorale pour 1986 bien sûr.

Le PS se dit décidé à se battre pied à pied, à rendre coup pour coup, à répondre à la droite plan contre plan, argument contre argument pour tenter de gagner la course. « *Nous sommes sur la ligne de départ, a dit Jospin, la droite est devant nous et nous sommes en retard. Allongeons la foulée pour gagner* ».

Le comité directeur a immédiatement chaussé ses pointes et a affirmé que « *la politique de la droite serait d'une dureté jamais vue pour l'économie et la société françaises* ». « *Le vrai résultat d'une politique économique de la droite serait l'austérité, surtout pour les plus défavorisés, l'accroissement du nombre des chômeurs et une perte brutale du pouvoir d'achat des salariés* ».

On croirait entendre une description de la situation actuelle, après trois années de gouvernement socialiste !

Laurent Fabius a inauguré la nouvelle politique du PS en croisant le fer, mercredi dernier, avec la droite à l'Assemblée nationale. Il lui a reproché de « *proposer exactement l'inverse de ce qui a été pratiqué par ses membres lorsqu'ils étaient au gouvernement* ». Car voyez-vous, ce n'est pas comme la gauche, qui se contente, elle, de faire au gouvernement exactement l'inverse de ce qu'elle avait promis quand elle était dans l'opposition !

Si les uns et les autres se lancent leurs quatre vérités à la figure, le déballage risque d'être instructif. Et d'ici 1986, on va voir une fois de plus les politiciens de droite et de gauche rivaliser d'hypocrisie et de mauvaise foi pour obtenir la majorité.

Maintenant que la campagne électorale est lancée par le PS, celui-ci va s'employer à nous donner le tableau le plus sombre possible de ce que la droite ferait si elle l'emportait. Il va nous répéter que ce serait le « *recul économique et social* », que ce serait le « *laisser-aller économique, le désordre social et le conservatisme moral* » ; que ce serait la « *liberté des prix, la liberté de licenciement, la liberté pour les patrons de fixer les salaires* ». Et c'est vrai que la politique de la droite ne sera pas meilleure que celle du gouvernement actuel pour les travailleurs.

Mais dans tous les cas, le PS ne nous offre en somme que le choix de nous résigner à la politique qu'il mène depuis trois ans et d'en redemander en 1986 encore pour cinq ans, ou alors de subir la politique de la droite qu'il nous décrit pire que la sienne.

En fait, le PS lance sa grande offensive contre la droite pour tenter de convaincre les travailleurs qu'ils devraient encore s'estimer heureux avec le gouvernement de gauche et ce qu'il leur fait subir, puisque ce pourrait être pire !

Lors des dernières élections, le Parti Socialiste promettait un avenir de miel et de roses. Mais aujourd'hui, pour les prochaines élections, il n'est plus question que de couronnes d'épines et d'apocalypse.


Les dirigeants du Parti Socialiste s'évertuent déjà à nous convaincre qu'il faudra voter pour eux. Mais dans le même temps, ils nous annoncent que cela n'améliorera pas notre sort. Nous voilà prévenus !

En fait, si le Parti Socialiste ne voulait pas perdre les élections, au lieu de nous convaincre que ce serait pire si la droite revenait au pouvoir, il ferait mieux de prouver dès maintenant, dans les faits, que sa politique est réellement favorable aux intérêts des travailleurs. Ça serait autrement plus convaincant !

Arlette LAGUILLER

Budget de l'industrie

Des milliards pour les licenciés

 Le projet de budget du ministère de l'Industrie et du Redéploiement a été discuté mercredi 14 novembre à l'Assemblée.

Dotations en capital, subventions, financements des pertes... autant de canaux par lesquels l'Etat déverse les milliards des contribuables dans les poches des plus grosses entreprises du pays.

Parmi les entreprises qui se partageront les 27 milliards de francs de crédits déjà prévus pour le redéploiement industriel, les Charbonnages de France en consommeront 7 milliards ; la construction navale 3,5 milliards ; Thomson, un minimum d'un milliard. Les parts qui devraient revenir à l'industrie automobile et aux entreprises sidérurgiques grosses dévoreuses de subventions n'ont pas encore été déterminées. Mais le ministère a déjà évalué les besoins de financement de la sidérurgie à 32 milliards de francs pour les trois ans à venir.

Toutes ces sommes ne sont pour l'instant qu'indicatives car il y a de fortes chances pour que, comme tous les ans, elles soient largement majorées. En 1984 par exemple, l'enveloppe destinée à la construction navale était passée de 1,3 milliard initialement prévu à 5,5 milliards effectifs.

Et toutes ces sommes pour faire quoi ? Pour restructurer, pour moderniser, pour maintenir l'effort de développement, répond le ministère.

Pour restructurer ? Comme à la Thomson ou à la CGE, les deux grands du téléphone qui prévoient dans cette branche 6 000 suppressions d'emplois avec licenciements à la clef ?

Pour moderniser ? Comme dans les entreprises automobiles qui programment des milliers de licenciements ?

Pour maintenir l'effort de développement ? Comme dans les Charbonnages qui entendent fermer une importante partie

des puits ?

En fait, derrière les mots ronflants de « modernisation », « restructuration », « développement », ce sont d'un côté des cadeaux pour les trusts, de l'autre côté les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail et de salaire pour les travailleurs.

D'ailleurs le projet de budget du ministère de l'Industrie et du Redéploiement est significatif à cet égard. Sur les 7 milliards destinés aux Charbonnages, 350 millions, soit 5 % seulement du total des subventions sont affectés à la reconversion des zones minières que CDF laisse à l'abandon.

La politique budgétaire du gouvernement fait tout de même des heureux parmi les industriels qui bénéficieront directement ou indirectement (par le biais de juteuses commandes) de cette manne de l'Etat et elle en fait, même parmi les représentants politiques de la

droite.

Ainsi, le sénateur de droite, Maurice Blin, rapporteur général du budget, a clamé sa satisfaction dans les salons feutrés du Sénat : « *En fait, c'est un vrai mieux* » qui caractérise la politique du gouvernement, a-t-il dit, et il lui a adressé un coup de chapeau pour la croissance de la productivité horaire

du travail « *qui a crû de 5,5 % entre le premier trimestre 1983 et la période correspondante de 1984* » grâce aux « *compressions d'effectifs* » et « *la tempérance des salaires qui est un procédé sain et courageux* ».

Les socialistes au gouvernement ont bien les soutiens qu'ils méritent.

Georges LATTIER

SAMEDI 24/11

Dans le cadre de l'émission « Liberté 3 » à 16 h 15, Une tribune libre de Lutte Ouvrière sur le thème : Les « nouveaux pauvres », les riches et la crise. Avec la participation de notre camarade Arlette Laguiller.

Faire respecter les travailleurs vivants, pour ne pas avoir à pleurer les morts

La fusillade qui a accueilli les travailleurs de l'usine Pirault, d'Épône, venus réclamer le paiement des six mois de salaire que leur devait leur patron, l'assassinat au cours de celle-ci d'un jeune travailleur turc de vingt ans, tué par une balle à sangliers, ne peuvent que susciter l'indignation de tous les travailleurs.

Bien sûr il s'agit d'un geste isolé et, du côté patronal, du côté de la droite, personne n'ose se solidariser ouvertement avec un tel crime. Mais ce geste a eu lieu dans une situation dans laquelle la droite relève la tête, dans laquelle les patrons se croient de plus en plus tout permis. Et que certains d'entre eux en arrivent à trouver normal d'accueillir les revendications de leur personnel à coups de fusil n'est pas étranger à cette situation.

Du côté du gouvernement, on s'est empressé d'avoir l'air touché et ferme. Mitterrand est allé s'incliner sur le corps de la victime. Bérégovoy a réclamé que la justice aille vite. Mais les travailleurs ne peuvent pas oublier que, si la droite est aujourd'hui si arrogante, au point que certains patrons considèrent ouvertement qu'ils peuvent traiter leurs travailleurs comme du bétail, c'est aussi le fruit de la politique menée depuis trois ans et demi par la gauche au gouvernement.

Si, au lieu de décevoir tous les espoirs que les travailleurs avaient placés en elle et de se montrer si lâche devant une droite jamais satisfaite (en dépit de toutes les concessions qui lui étaient accordées), la gauche s'était résolument appuyée sur les travailleurs, cette droite ne relèverait pas la tête comme elle le fait aujourd'hui. Et les assassins d'ouvriers y réfléchiraient peut-être à deux fois avant d'appuyer sur la détente.

Les larmes hypocrites de nos ministres sont là pour essayer de nous convaincre que, si la droite revenait au pouvoir, ce serait encore pire, et qu'il faudra encore voter pour eux, malgré tous leurs reniements, aux prochaines élections. Mais ce n'est pas avec des bulletins de vote, ce n'est pas avec un président ou des ministres « socialistes » que les tra-

vailleurs se protégeront des patrons tueurs.

D'ailleurs même si, comme le demande Bérégovoy, la justice va vite, ce n'est pas cela qui empêchera pareils faits de se reproduire. Si c'est un vigile, un larbin, qui a tiré les coups de feu meurtriers, il sera peut-être effectivement condamné, pour avoir été trop loin, à une peine qui ne sera pas seulement symbolique. Les larbins, c'est fait aussi pour cela. Si c'est le patron, ou l'un de ses fils, c'est beaucoup moins vraisemblable. Et cela n'empêcherait pas d'autres patrons de faire appel à des nervis armés contre les travailleurs, d'autres mercenaires du capital d'ouvrir le feu un jour sur des ouvriers, car il ne suffirait pas d'un seul jugement pour convaincre ces gens-là que la justice n'est pas de leur côté, alors qu'ils ont tous les jours sous les yeux des dizaines d'exemples qui prouvent qu'il y a dans cette société deux poids et deux mesures, deux justices, selon que l'on est patron ou ouvrier, et que cela n'a pas changé depuis mai 1981.

Il n'avait fallu que trois jours à Pirault pour obtenir un arrêté d'expulsion contre les travailleurs qui occupaient son usine. Mais en six mois, la justice n'avait rien fait pour le contraindre à payer à ses ouvriers les arriérés de salaires qu'il leur devait. Comment n'aurait-il pas pensé que la justice était de son côté ? Et qu'est-ce qui empêchera demain d'autres patrons de choc de son genre de se dire qu'on ne risque pas grand-chose à faire tirer sur les travailleurs, surtout quand de surcroît ils sont immigrés ?

C'est pourquoi il est bon que la CGT ait appelé à un quart d'heure de grève pour protester contre cet assassinat. Car la grève est l'arme des travailleurs, pas les minutes de silence.

Et s'il est à craindre que cette grève ne soit pas unanimement suivie, parce que trop de travailleurs ont été déçus, démoralisés par l'attitude des confédérations syndicales ces dernières années, la classe ouvrière doit saisir toutes les occasions de montrer sa force, si elle veut se faire respecter.

Editorial des bulletins d'entreprise du 12 novembre 1984.



Trois ouvriers de l'usine d'Épône portant une gerbe pour leur camarade Ozgül Kemal, assassiné. (AFP)

Justice et pouvoirs publics : Pour le patron, contre les travailleurs

Après l'assassinat d'Ozgül Kemal, la justice a procédé à trois inculpations : celle du vigile accusé d'être l'auteur du coup de feu mortel, celle de Jean-Pierre Pirault, un des fils du P-DG, qui ont été placés en mandat de dépôt, ainsi que celle du P-DG qui, lui, a été laissé en liberté provisoire et placé sous contrôle judiciaire.

Mais, par la force des choses, si les inculpations sont prononcées aujourd'hui, pendant des mois tant la justice que la police ne se sont donné aucun moyen pour empêcher le patron d'agir à sa guise avec les travailleurs, au mépris le plus complet de la loi. L'Humanité du 14 novembre rappelle que, parmi les travailleurs immigrés que la famille Pirault employait, beaucoup n'étaient pas déclarés. « Non inscrits à la Sécurité sociale : s'ils tombaient malades, ils ne pouvaient rien réclamer. Pas de bulletin de paye. Les salaires étaient versés selon le bon vouloir du patron (...). Quand il paie, c'est souvent avec des chèques « en bois ». C'est la mauvaise surprise qu'a eue notamment le 20 septembre dernier Salime Kaladas. Son chèque de 2 000 F est revenu de la poste avec cette observation : « non approvisionné ».

De fait, cela faisait des mois que certains travailleurs n'étaient plus payés, sans qu'ils puissent obtenir justice. Le journal Paris-Mantes publiait le 9 novembre dernier une liste de 41 noms de travailleurs de l'usine auxquels Pirault doit de 1 à 3 millions de centimes chacun et même 33 673 F à l'un d'eux.

En septembre, à la suite d'une grève, les travailleurs obtenaient la signature d'un protocole d'accord où le patron s'engageait à les payer la semaine suivante... ce qu'il ne fit pas. Le 9 octobre, la grève reprenait avec occupation. Alors là, la justice fut diligente contre les travailleurs : dès le 11, le tribunal ordonnait l'expulsion, jugement que le patron et ses hommes de main se chargeaient d'exécuter le jour même en expulsant les grévistes. « Je vais chercher le fusil », « il va y avoir du sang » s'était écrié le patron furieux que les travailleurs osent lui résister. Ces propos furent rapportés par la presse (L'Humanité du 12 octobre) et c'est à cette occasion que les habitants du voisinage entendirent pour la première fois des coups de feu...

Mais la police se garda bien d'intervenir contre le patron.

Les pouvoirs publics organisèrent alors à la sous-préfecture des négocia-

tions, ce qui n'empêcha, de la part des patrons, ni les bousculades ni même les coups de feu du 13 octobre. Le 14 un accord était signé par le patron, et contresigné par le sous-préfet et le directeur départemental du travail et de l'emploi. Pirault s'engageait à verser les salaires pour le 30 octobre. Il se contenta en fait de donner deux acomptes. Et les pouvoirs publics ne firent rien pour obliger Pirault à tenir ses promesses, dont ils s'étaient pourtant portés garants.

L'accord du 13 octobre prévoyait le maintien de l'effectif, mais le patron demandait l'autorisation de licencier 48 personnes (tous les grévistes). L'autorisation était refusée, ce qui n'empêcha pas Pirault d'envoyer des lettres recommandées. Et quelques jours plus tard d'accueillir les travailleurs qui venaient réclamer leur dû avec des fusils.

Et ce jour-là, Pirault et ses sbires ont été, eux, bien plus expéditifs que la justice et les autorités.

Mais pourquoi ce patron de combat ne se serait-il pas cru tout permis puisque, depuis des mois, il s'est effectivement tout permis envers les travailleurs qu'il employait, sans que jamais la police et la justice ne l'aient contraint à respecter simplement la loi ?

Vincent GELAS

L'émotion dans la région d'Epône...

La région d'Epône, où se trouve l'entreprise Pirault où Ozgül Kemal a été assassiné, est une région très ouvrière. L'usine Renault de Flins se trouve à quelques kilomètres et dans toute la région, des Mureaux à Mantes-la-Jolie, on trouve de nombreuses autres entreprises, petites et moyennes. Les travailleurs qui habitent la région se connaissent souvent d'une entreprise à l'autre, pour être voisins, pour avoir travaillé quelque temps dans telle ou telle entreprise, pour avoir un parent ou un ami qui y travaille. On se sent donc proches, et concernés par ce qui peut arriver à d'autres travailleurs du secteur.

C'est pourquoi lundi matin à Renault-Flins, la plus grande entreprise de la région, l'émotion était réelle et les discus-

sions nombreuses sur le meurtre de Ozgül Kemal. Que l'on puisse assassiner un travailleur parce qu'il venait réclamer son salaire, non payé depuis cinq mois, laissait tout le monde stupéfait. Un certain nombre de travailleurs de l'usine se sont donc rendus, l'après-midi, à la manifestation organisée à Mantes-la-Jolie par les organisations syndicales.

A cette manifestation, deux mille personnes environ étaient présentes, et on sentait que l'événement avait touché. Car pour Mantes c'était une grosse manifestation. Elle était loin de se limiter à un public de militants. Bon nombre de travailleurs du rang, immigrés et français, s'y étaient joints. Lorsqu'elle traversa la cité du Val-Fourré, la principale cité ouvrière de la ville, une bonne

partie de la population se regroupa sur les trottoirs, et les jeunes se joignirent à la manifestation.

A Renault-Flins, le lendemain, les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC appelaient à une demi-heure de débrayage. La participation fut relativement importante dans quelques secteurs : par exemple quatre-vingts ouvriers aux Presses, quatre-vingts aux chaînes de Ferrage, une centaine en Peinture se sont rassemblés.

Dans les petites entreprises de la région aussi, l'émotion était sensible. Il faut dire que Pirault, pour être une petite entreprise, n'en est pas moins bien connue, et depuis longtemps, comme une « sale boîte ».



L'usine « Pirault et Fils » d'Epône où le patron a reçu les grévistes à coups de feu. (AFP)

... et aux ateliers des Presses de Renault-Flins

Lundi, on discutait beaucoup à l'atelier, après l'assassinat de Ozgül Kemal. Les camarades immigrés (la moitié du personnel de l'atelier, si on compte tout le monde) étaient atterrés. Et bien des travailleurs français disaient qu'il ne fallait pas laisser ça là.

A l'entrée, il y avait de nombreux tracts ; mais de toute façon, en arrivant à 5 h 45 à l'usine, tout le monde savait déjà.

Et le soir, à la manifestation à Mantes appelée par la CGT et la CFDT, il y avait une douzaine de travailleurs de l'atelier des Presses, en plus des militants des syndicats. C'étaient surtout des travailleurs qui habitent à Mantes.

Mardi matin, aux portes de l'usine, il y avait un tract d'appel à débrayer une demi-heure, signé de tous les syndicats CFDT, CGT,

FO et CGC. De mémoire d'ouvrier à Flins, on n'avait jamais vu un tract avec les 4 syndicats d'accord. On s'est rassemblé à 80 travailleurs sur l'atelier (300 personnes).

Pour l'équipe du matin, c'est la première fois qu'il y a un débrayage, depuis la grève de 1978 aux Presses. Et cela mesure l'importance de l'émotion ressentie.

Correspondant LO

Il n'aimait pas les étrangers

Dimanche soir à Châteaubriant, en Loire-Atlantique, deux ouvriers turcs ont été tués et cinq blessés par un homme qui a tiré par sept fois sur les consommateurs d'un salon de thé. Cela s'est passé dans une petite ville que l'on dit sans histoires, selon l'expression consacrée, de 15 000 habitants, une ville où une communauté de quelque 300 Turcs cohabitait avec les Français.

Un nombre important d'habitants de Châteaubriant ont tenu à montrer qu'ils se désolidarisent complètement du geste du meurtrier. Des travailleurs immigrés, mais aussi des commerçants et des retraités ont défilé en silence, lundi à midi, dans les rues de la ville et se sont rassemblés devant le salon de thé « Gursoy » où a eu lieu la fusillade ; bientôt suivis par 600 élèves des lycées et collèges qui ont manifesté à leur tour.

Le geste du meurtrier, Frédéric Boulay, apparaît comme celui d'un isolé, comme l'acte d'un déséquilibré. Lui-même prétend n'appartenir à aucun parti. Interrogé par la police sur son geste, il a tout simplement affirmé qu'il n'aimait pas les étrangers.

Ce même lundi paraissait dans un quotidien turc, *Gunes*, une interview de Le Pen : « Nous som-

mes prêts à prendre les armes pour empêcher la destruction de la France, y lit-on. Lorsque vous appelez un plombier, vous ne l'autorisez pas à occuper votre lit. Les travailleurs migrants sont le plus grand désastre pour des pays à faible natalité ».

En France, Le Pen n'en est pas encore à inciter ouvertement des partisans à faire feu contre les immigrés. Il se borne à alimenter, avec un peu moins de pudeur ou de réserve que d'autres, les préjugés racistes. Il accrédite l'idée qu'il est légitime de ne pas aimer les étrangers. Il encourage des réflexions xénophobes de millions de gens qui, pour la plupart, ne feraient sans doute pas de mal à une mouche, comme on dit. Et c'est ainsi que, lorsqu'à un déséquilibré, peut-être à un malade mental, il prend la fantaisie de faire du tir dans un café, il choisit d'aller dans un établissement fréquenté par des Turcs. Et il ne se sent pas gêné. Il ne regrette pas son geste, puisqu'on lui dit et lui répète qu'il était normal de ne pas aimer les étrangers. Il est irresponsable, lui, et sera peut-être jugé comme tel. Mais faut-il chercher bien loin les responsables ? On les trouverait sans peine.

Alain LEMOINE

Avec le sang des autres

Neuf vieilles dames ont été sauvagement torturées et assassinées. Parmi elles, huit habitaient le 18^e arrondissement de Paris. La similitude des circonstances de ces assassinats fait penser qu'il s'agirait du ou des mêmes assassins.

Les vieilles gens de l'arrondissement ont peur, et on le comprend. Un fou dangereux se promène en liberté et les dames âgées qui vivent seules se sentent démunies face à lui.

Il y a quelques années, un fou assassinait des femmes dans des parkings du 10^e arrondissement de Paris ; l'Oise a été terrorisée par un tueur qui s'est avéré être un gendarme. Chaque département a, pour ainsi dire, eu son tueur dément. De tels crimes ne sont donc malheureusement pas nouveaux. Mais qu'à cela ne tienne : l'occasion est bonne, pour certains hommes politiques de la droite, pour attaquer le gouvernement.

Pour Jean-Pierre Bloch, conseiller RPR du 18^e arrondissement, de tels crimes sont dus à « l'incapacité totale du gouvernement à faire face à l'insécurité ». Ou encore : « N'est-ce pas scandaleux ? Chez nous on vend de la drogue à tous les coins de rues. Et pendant ce temps les policiers gardent la rue de Bièvre par cars entiers » — la rue de Bièvre est celle où se trouve le domicile privé de Mitterrand.

Les déclarations d'Alain Juppé, conseiller municipal RPR

du 18^e, vont dans le même sens. Evoquant ces meurtres, il en vient lui aussi à parler du « trafic de drogue lié à l'immigration clandestine et étrangère, corrélation d'une certaine forme de délinquance ». Il n'est pas dit clairement que le ou les meurtriers des vieilles dames sont des drogués et, qui plus est, immigrés, mais le tout est sous-entendu tout de même.

Pour Jean Tiberi, adjoint de Chirac à la municipalité de Paris : « Les crimes odieux qui sont commis à Paris placent le gouvernement devant de lourdes responsabilités qui sont les siennes et que malgré mes appels pressants il s'est montré jusqu'ici incapable d'assumer ».

Et tout cela s'accompagne d'une campagne pour la restauration de la peine de mort.

Tout ce tapage n'a pas pour but d'œuvrer à une meilleure protection de la population. Ainsi, par exemple, aucun de ces vertueux politiciens ne réclamait que la police ne soit plus employée à réprimer les manifestations ouvrières ou à protéger les patrons contre les ouvriers en grève, et soient utilisés à la défense des personnes.

Non, pour eux, ces événements sont prétexte à des discours démagogiques et du cinéma à la chambre des députés.

Ça vole bas ! Mais la pêche aux voix peut être bonne, même dans les égouts !

M.C. SOLAC

CERCLE LÉON TROTSKY
le vendredi 23 novembre
à 20 h. 30

LA CHINE
de Mao à la démaoïsation

salle de la Mutualité
à Paris
24, rue Saint-Victor
Métro Maubert-Mutualité

MEETING
LUTTE
OUVRIÈRE
A LYON
VENDREDI
23 NOVEMBRE
A 20 H 30

Salle des Expositions
Palais du Travail
VILLEURBANNE

La torture demeure

La publication du dernier rapport annuel d'Amnesty International vient d'infliger, dans sa partie consacrée à l'Espagne, un cuisant désaveu aux affirmations faites récemment aux Cortès par le ministre de l'Intérieur et le président du Conseil lui-même sur l'inexistence de la torture en Espagne. En effet, dans son rapport, Amnesty International dénonce la pratique de la torture en apportant des témoignages sur ce qui s'est passé notamment dans les commissariats et casernes de la Garde civile du Pays basque. « La torture et les sévices infligés à des prisonniers, surtout à des personnes arrêtées en application de la législation anti-terroriste, ont attiré une fois de plus l'attention d'Amnesty International », signale cette organisation. Et elle rappelle que, comme en 1982, elle est préoccupée par l'existence « d'une législation anti-terroriste qui permet de maintenir au secret les détenus pendant dix jours, facilitant ainsi la torture, laquelle continue à être pratiquée malgré l'existence d'un gouvernement socialiste... ».

Selon Amnesty International, 1 091 personnes auraient été arrêtées et placées sous la loi anti-terroriste en 1983. Parmi

elles, Amnesty cite les cas d'un jeune mécanicien de Lasarte et de l'adjoint du maire de Villabona (Guipuzcoa) qui ont été sauvagement torturés, jetés en prison et déclarés innocents des mois après. Le rapport explique que, pour le premier, « le juge ordonna au médecin légiste d'examiner le détenu après avoir reçu une plainte des voisins de la caserne de la Garde civile qui affirmaient avoir entendu des cris et des plaintes mêlées à de la musique mise à plein volume, provenant de l'édifice où était enfermé le détenu ». Il précise aussi que, malgré le caractère réservé du certificat médical, « on a pu constater dans le rapport du médecin de l'hôpital de la Croix Rouge que le détenu était atteint de commotion cérébrale, de blessures au front et à la tête et de multiples contusions et échymoses dans les zones lombaire, abdominale et les extrémités supérieures ». Toujours selon Amnesty, « dans le communiqué émis par la Garde civile le 30 juillet, celle-ci affirmait qu'il avait été blessé après avoir essayé de s'enfuir... ». Quant à José Maria Ollara, l'adjoint du maire de Villabona, il fut tabassé par un groupe de huit ou dix gardes habillés en civil, les-

quels l'attachèrent ensuite sur un appareil au moyen duquel on l'obligeait à immerger sa tête dans de l'eau sale provenant des waters et dans laquelle ils crachaient et urinaient aussi. Puis, il était soumis à des séances d'étouffement avec des sacs de plastique ou d'application d'électrodes.

Dans son rapport, Amnesty se dit préoccupé par certains aspects de la loi d'assistance juridique au détenu promulguée par le gouvernement socialiste le 28 décembre 1983 et qui « limite rigoureusement l'assistance d'un avocat aux personnes maintenues au secret par la loi anti-terroriste et est à l'origine du fait que les plaintes pour sévices et tortures ont rarement été rendues publiques au cours de l'année 1983 ».

Suite à ce rapport, la presse a reparlé de la torture et les revues *Cambio 16* et *Tiempo* ont publié des rapports et des articles avec des photos et des témoignages de personnes torturées. Selon *Cambio 16* du 5 au 12 novembre 1984, il y aurait actuellement 55 enquêtes judiciaires en cours à San Sebastian et Bilbao pour tortures infligées par la police. Et cela, comme le rappelle l'avocat Miguel Castell dans cette revue, bien « qu'un des

effets de la torture est la peur de dénoncer les tortionnaires, ainsi que la méfiance des victimes quant à l'utilisation des voies légales, qui va de pair généralement avec le manque de recours pour présenter une plainte aux tribunaux ». « D'une part, dit aussi cet avocat, il y a actuellement plus d'arrestations, et avec l'arrivée du PSOE au pouvoir, une partie de la gauche a perdu une bonne dose de critique qui rendait plus difficile auparavant l'action des tortionnaires ».

Comme on peut le voir, la « démocratie » et la torture peuvent aller très bien ensemble. A plus forte raison si on tient compte que, en Espagne, rien n'est

changé par rapport aux forces répressives depuis la mort de Franco et que les actuels cadres de la police sont ceux qui ont été formés dans les années 1940 par les instructeurs de la Gestapo envoyés par Himmler. Quant à la Garde civile, le corps le plus impopulaire et anti-ouvrier de l'Espagne, il est aujourd'hui le secteur de la police le plus choyé à tous les points de vue par le gouvernement socialiste, qui n'arrête pas de le privilégier et de le présenter comme un exemple de dévouement à l'Etat, y compris en le félicitant et en donnant des médailles à des gardes civils dénoncés par ailleurs comme tortionnaires.

Gabriel CATALA



Deux prisonniers torturés par la police espagnole.

CHILI

Rafle dans des bidonvilles de Santiago

Samedi 10 novembre, quatre jours après avoir rétabli l'état de siège et avoir proclamé le couvre-feu sur près de la moitié du territoire, le gouvernement chilien a lancé une grande rafle dans les faubourgs proches de Santiago. Les

bidonvilles ont été bouclés à l'aube par l'armée et la police, assistées par deux hélicoptères de combat, fouillés maison par maison pendant sept heures, les habitants contrôlés. Sur les 17 000 personnes qui logent là, 2 000 ont été emmenées

pour interrogatoire, et 323 gardées prisonnières.

Depuis 1973 et les ratisages systématiques que les forces armées avaient opérés par tout le pays, on n'avait pas vu d'opérations de cette envergure. En même temps, la presse et la

radio sont soumises à la censure et ne disent mot de ces rafles. La police est intervenue dans plusieurs universités. Les locaux des organisations politiques et syndicales ont été perquisitionnés, des dirigeants syndicaux ont été arrêtés par dizaines.

Au Chili, après onze ans de pouvoir militaire, le régime de Pinochet cherche encore à durcir sa dictature. Fort de l'appui de l'armée et tout l'appareil de répression de l'Etat, il quadrille les quartiers ouvriers où il cherche à semer une véritable terreur.

Il est bien difficile de savoir aujourd'hui si l'actuelle répression est le premier degré dans une nouvelle escalade de la terreur, ou si elle n'est que l'effort d'un régime qui s'essouffle tout de même.

Ce qui est sûr par contre, c'est que malgré les violences policières, les arrestations, les tortures, malgré le fait que tant de militants aient payé de leur vie, de leur liberté ou encore par

l'exil leur volonté de relever la tête, il s'est créé et développé dans la population pauvre une solidarité que les forces armées ne peuvent faire disparaître.

Et d'ores et déjà l'opposition a décidé d'organiser de nouvelles manifestations les 27 et 28 novembre contre le gouvernement militaire, bien que l'état de siège ait été décrété la semaine dernière dans le pays. Nous ne savons pas encore si c'est l'ensemble de l'opposition (l'opposition libérale et de gauche) qui appelle à ces journées de manifestation ou seulement le Parti Communiste, le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), les organisations d'extrême-gauche et les associations de quartiers et de bidonvilles comme cela s'est fait il y a un an, en octobre 1983.

Une chose est néanmoins certaine, la dictature ne peut plus désormais empêcher l'expression des mécontentements populaires.

Vincent GELAS



L'armée rassemblant tous les hommes d'un bidonville de Santiago pour les emmener sur une base militaire, le 10 novembre dernier, (AFP)

Le Nicaragua dans l'étau impérialiste

Depuis l'affaire des Mig 21, montée de toutes pièces par les USA la semaine dernière pour relancer leur campagne contre le Nicaragua, les pressions et les menaces se sont multipliées contre le gouvernement sandiniste.

Les USA prétendent en effet que l'achat d'armes par le Nicaragua constitue une menace pour les autres pays d'Amérique centrale, alors que c'est la puissante armée américaine et la CIA qui entraînent et équipent les armées des pays voisins, alors que les groupes armés anti-sandinistes reçoivent eux aussi aide financière, équipement, entraînement et appui logistique de la CIA et de l'armée hondurienne pour réaliser leurs incursions et leurs sabotages à l'intérieur du territoire nicaraguayen. Les USA font mine de s'inquiéter des projets du gouvernement nicaraguayen et se sont d'ores et déjà arrogé le droit de demander des comptes sur les achats d'armes auxquels il procède.

La CIA n'ayant pu prouver la livraison de Mig 21, puisqu'il s'agissait apparemment d'hélicoptères, l'ambassadeur US au Costa-Rica s'est empressé de déclarer que ce pouvait être « des hélicoptères M 24, encore beaucoup plus dangereux que les Mig 21 ». Et il a rappelé que Reagan n'avait jamais totalement écarté la possibilité d'une intervention directe en Amérique centrale. D'après le *New York Times*, les USA envisagent en fait plusieurs actions contre le Nicaragua : rappel de leur ambassadeur, interception en mer des livraisons d'armes, accroissement des manœuvres militaires dans la région. D'après *Le Monde*, plusieurs dirigeants militaires en Amérique centrale affirment que les bombardements contre les installations militaires sandinistes sont envisagées par les USA.

En tout cas, ceux-ci se livrent pour le moins à une série de manœuvres d'intimidation. Le général en chef américain pour l'Amérique centrale, Gorman, vient de faire une inspection remarquée le long de la frontière entre le Costa-Rica et le Nicaragua ; et 100 nouveaux parachutistes américains ont rejoint la base hondurienne de

Palmerola, le samedi 10. Les bangs supersoniques des avions espions américains se succèdent dans le ciel de Managua. 17 navires de guerre patrouillent dans l'Atlantique, 23 dans le Pacifique, près des côtes. En fait, depuis la victoire de l'insurrection populaire contre le dictateur Somoza qu'ils soutenaient, les USA n'ont pas cessé leur politique d'agression contre ce pays, espérant, sinon renverser le régime sandiniste, du moins lui faire payer cher son indépendance et montrer à tous les peuples de la région ce qu'il en coûte de ne pas se plier à leurs exigences. Et cela fait maintenant quatre ans que les USA mènent une guerre qui, pour être faite par « contras » interposés, n'en est pas moins une véritable guerre d'usure.

QUATRE ANS D'AGRESSION AMÉRICAINE

Dès mars 1981, la CIA fut autorisée officiellement à financer les organisations anti-sandinistes. En 1981-1982, 50 millions de dollars ont officiellement été consacrés à l'aide aux « contras », les contre-révolutionnaires qui opèrent à partir des pays limitrophes. En mars 1983, un supplément de 21 millions fut voté par le Congrès. En novembre 1983, à nouveau 24 millions.

La commission Kissinger, chargée par Reagan en été 1983 de faire des propositions sur la politique américaine en Amérique centrale, conclut finalement : « Le Nicaragua doit être conscient que le recours à la force reste toujours le dernier recours. Les Etats-Unis et les pays de la région se réservent cette possibilité ». De fait, l'armée américaine s'est renforcée dans la région, principalement au Honduras, devenu quasiment une base américaine. 1 700 militaires américains y forment les troupes honduriennes et les commandos anti-sandinistes. Des commandos sont aussi entraînés aux USA mêmes, à 30 km de Miami et dans le sud de la Californie.

Les « contras » constitueraient aujourd'hui une force



Dans le port de Corinto, le cargo soviétique dont l'arrivée a servi de prétexte aux menaces de Reagan.

d'une dizaine de milliers d'hommes, regroupés dans diverses organisations : la FDN qui intervient au nord à partir du Honduras et au centre du pays ; la Misura chez les Miskitos de la côte est ; l'ARDE basée au sud, au Costa-Rica. Depuis 4 ans, la « contra » multiplie les incursions militaires et les sabotages à l'intérieur du pays. La « contra » accentua à partir de 1983 le sabotage économique, avec la participation active de la CIA. En octobre 1983, dans le port de Corinto, les plus grands réservoirs de pétrole du pays furent détruits à la mitrailleuse par des vedettes rapides. 25 000 personnes durent être évacuées. La « contra », disposant d'avions américains, bombarda l'aéroport de Managua, des installations électriques, des centres de communication. Plusieurs grands ponts furent dynamités. Des récoltes de café et de coton sont périodiquement incendiées. 40 000 hectares de forêts furent détruits. En avril dernier Eden Pastora, à la tête de commandos de l'ARDE, s'empara pendant 4 jours de la ville de San Juan del Norte.

En avril dernier, le *New York Times* révélait que c'était la CIA qui avait procédé le mois précédent au minage des ports du Nicaragua, causant ainsi la mort de dizaines de marins-pêcheurs et des dommages importants à plusieurs cargos.

Jane Kirkpatrick, représentante des USA à l'ONU, affir-

ma sans vergogne que ce minage était « légal » puisque « le Nicaragua est engagé dans un processus d'agression armée contre ses voisins ».

Le directeur de la CIA, William Casey, expliqua au Congrès, pour justifier l'intervention directe de la CIA au Nicaragua, qu'il s'agissait d'y « anéantir l'infrastructure cubaine ». D'après le *Time*, la CIA est devenue en 1984 le « cerveau de la rébellion ». L'ambassadeur américain au Honduras, John Negroponte, en serait le coordinateur. Le Sénat américain, vexé d'être tenu à l'écart des décisions, a condamné cette utilisation des fonds par la CIA. Il a refusé en avril de reconduire l'aide de 25 milliards à la « contra » et en octobre a à nouveau suspendu cette aide pour cinq mois. Mais ces querelles politiques n'empêchent nullement les USA d'accroître leur intervention, toujours au nom de « la défense des libertés », bien sûr.

Et depuis 4 ans, cette guerre menée contre le régime sandiniste a coûté la vie à 7 000 Nicaraguayens civils et militaires. Elle a occasionné pour des milliards de dollars de dégâts.

Pour la seule année 1983, les pertes matérielles se sont élevées à 130 milliards de dollars, l'équivalent du tiers des exportations.

LES PRÉTEXTES DE L'INTERVENTION

Reagan présenta d'abord le Nicaragua comme un danger direct pour les USA : « Le Nicaragua est tout aussi proche de Miami, San Antonio, San Diego et Tucson que ces villes le sont de Washington ». Il s'agit aussi, comme le dit encore Reagan, « d'empêcher des livraisons d'armes au Salvador », sans d'ailleurs que les USA n'apportent jamais la moindre preuve d'une aide du Nicaragua à l'insurrection populaire dans ce pays. Et aujourd'hui Weinberger, le secrétaire d'Etat à la Défense, accuse le Nicaragua de vouloir « intimider ses voisins » et de servir de point d'appui militaire à l'URSS en Amérique centrale en lui achetant du matériel militaire !

Bref, ce petit pays de 3 millions d'habitants serait une menace insupportable pour toute l'Amérique centrale, voire même pour les USA. Ce sont évidemment des mensonges éhontés par lesquels les dirigeants américains cherchent à justifier aux yeux de l'opinion publique américaine leur politique agressive à son égard.

Mais ce qui n'est pas un mensonge, c'est que les dirigeants de l'impérialisme américain ne peuvent supporter que les peuples placés dans leur chasse gardée — et toute l'Amérique latine est leur chasse gardée — puissent disposer librement d'eux-mêmes.

Michel BROUSSE

Le précédent de La Grenade

Apportant un démenti à l'inquiétude manifestée par les dirigeants sandinistes quant à la possibilité d'une intervention américaine au Nicaragua, George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, a déclaré : « Leurs craintes ne sont fondées sur rien ».

George Shultz a la mémoire courte... ou sélective. N'était-il pas déjà secrétaire d'Etat quand, il y a à peine plus d'un an, l'énorme puissance américaine était intervenue contre la minuscule Grenade, débarquant un corps expéditionnaire de 6 000 hommes (tandis que 10 000 autres étaient en réserve sur des bateaux au large de l'île) pour mater une population de quelque 100 000 habitants ? Là aussi, on peut penser que l'inquiétude des dirigeants grenadins aurait été jugée « absurde », « sans fonde-

ment »... s'ils avaient eu le loisir de l'exprimer !

Pourtant, le régime de Maurice Bishop n'avait guère fait plus que de chasser le dictateur Eric Gairy, corrompu mais à la solde des USA, de mettre sur pied un système éducatif et de santé, et surtout d'avoir tenté de s'affranchir quelque peu de la pesante tutelle du voisin nord-américain. Pour ce faire, il avait accepté l'aide — modeste ! — de Cuba et avait accepté que l'aéroport de l'île soit modernisé avec l'aide soviétique et cubaine, après que les Etats-Unis eurent refusé leur concours.

Pour les Etats-Unis, c'en a été trop ! Mettant à profit des dissensions et des règlements de comptes au sein des dirigeants grenadins, l'armée américaine interve-

nait en octobre 1983 pour rétablir la « pax americana » sur l'île. Mais même si l'opération visait d'abord ceux qui en furent les victimes, les Grenadins eux-mêmes, en intervenant de la sorte les Etats-Unis entendaient, du même coup, donner un avertissement à tous les peuples de la région : pour rester le maître incontesté de sa chasse gardée d'Amérique latine, l'impérialisme américain était prêt à recourir aux armes et à l'intervention directe.

Dans ces conditions, Shultz a l'air fin à jouer les innocents injustement soupçonnés ! Les « fondements » aux « craintes » des Nicaraguayens ? Ce sont Reagan, Shultz, leurs Marines et leur armada qui les ont fournis l'an dernier à La Grenade !

Annie DESCHAMPS



Soldats américains tirant au canon sur Point Saline à La Grenade en octobre 1983.

Les « nouveaux riches »... et les anciens

Le *Nouvel Observateur* vient de commencer la publication d'une enquête sur deux numéros intitulée : « Les Français et l'argent ».

Dans le numéro du 9 novembre on apprend que, « depuis que la gauche a réhabilité le profit », on peut maintenant discuter de ces choses, mais en y mettant les formes et sans animosité. Mais mis à part une présentation des cinq plus grosses fortunes de France (toutes de 100 milliards de centimes ou plus et dans l'ordre : Dassault, Liliane de Bettencourt, Anne Gruner-Schlumberger, Edmond de Rothschild, et une certaine Georgette Deutsch de la Meurthe), on n'apprend, à vrai dire, pas grand-chose. Ou plutôt, si : que les Comités d'entreprise seraient plus riches qu'on le pense et que, « oui, la France est riche », selon le secrétaire d'Etat au Budget, Henri Emmanuelli. Dans une interview, celui-ci donne d'ailleurs le ton de cette enquête, quand il déclare : « Un jour, dans mon premier métier, celui de banquier, j'ai rencontré un grand patron (qui) m'a dit : « Je circule en Rolls-Royce et personne dans mon entreprise n'y trouve à redire ». (...) La richesse industrielle comme la sienne est de mieux en mieux perçue. (...) Et ce n'est pas moi qui m'en plaindrai ».

Des richesses industrielles très... particulières

Si, d'après Emmanuelli, cette « richesse industrielle » est de mieux en mieux perçue (par qui ?), du moins est-elle systématiquement mise en avant pour faire oublier que 110 000 familles détiennent une fortune bien privée de 1 500 milliards de francs (selon une estimation du PCF de 1983), et l'actuel gouvernement y est pour quelque chose. Depuis trois ans, tous les ministres (et y compris les anciens ministres du PCF) n'ont cessé de répéter qu'il fallait que « l'entreprise fasse du profit », que « l'entreprise se développe ».

En fait, derrière la notion d'entreprise, on cherche à faire oublier les bourgeois individuels, les profits et les fortunes privées.

A la population, on répète qu'il faut consentir des sacrifices pour que se développent les « entreprises », en espérant qu'elle comprendra : « emploi » ou « fin du chômage ». Mais en fait, l'Etat ne cesse de distribuer aides et subventions ou dégrèvements fiscaux aux bourgeois privés, sous couvert de leurs « entreprises ».

Aujourd'hui, rares sont les capitalistes privés qui se risquent dans la production. A tel point que les banques nationalisées ont, pour cela, dernièrement mis sur pied des formules dites à « capital-risque », qui permettent aux capitalistes privés, sinon de relancer la production, du moins de rafler les avantages fiscaux liés à ces investissements « à risques »... sachant que les risques sont pris par l'Etat, via les banques !

Les profits de la spéculation

Une enquête du CERC (Centre Etude des Revenus et des Coûts) estimait qu'en 1983 la fortune des riches (hormis leurs entreprises) se répartissait pour 42 % dans l'immobilier (appartements, terres), 21 % dans les placements mobiliers (actions, obligations, etc.), le reste se trouvant placé dans des investissements dits liquides (différentes formes de comptes rapportant des intérêts). Or, si la bourgeoisie française a longtemps tiré de juteux profits de l'immobilier (en louant ou en spéculant à la revente), aujourd'hui l'immobilier est devenu bien moins rentable, ce qui est d'ailleurs une des causes de la « crise de la construction ». Par contre, obligations et actions sont devenues depuis deux ou trois ans une vraie mine d'or. Si 21 % de la fortune des riches sont placés dans ce secteur, 30 % de leurs revenus en proviennent.

Ils ont amassé une véritable galette en deux ans, avec des années qualifiées de records pour les obligations et une hausse de 70 % au moins des actions. Et, parmi les détenteurs de valeurs mobilières, les plus riches (ceux qui ont un portefeuille dépassant 500.000 F), soit 2,3 % des actionnaires, sont aussi ceux qui se sont le plus enrichis, puisqu'ils détiennent plus de la moitié du total des actions et obligations aux mains de personnes privées.

Comme le déclarait avec franchise, sinon cynisme, Mitterrand, à l'émission « L'Enjeu » sur TF1 en septembre 1983 : « Oui, on peut faire fortune en France ». Seulement il vaut mieux ne pas être quelqu'un qui n'a que son salaire pour vivre !

La hausse des profits industriels, mais pas de la production

Si la spéculation boursière reste une source importante de profits pour



Marcel Dassault, un « nouveau riche » sur le retour d'âge. Qui a dit que devenir riche aujourd'hui était un mirage ?

les riches, elle n'est pas la seule. A en croire les revues spécialisées, depuis quelque temps, les conseillers financiers recommandaient même (un ralentissement de la Bourse en 1984 ayant succédé à deux années-record) à ceux qui avaient de l'argent d'en placer une partie dans des entreprises, voire d'en créer. Pour relancer la production ? Que non, pour relancer leurs profits.

C'est qu'avoir une entreprise permet, aujourd'hui, de créer bien des rentes de situation : pour les propriétaires, qui pourront faire émarger comme salariés (bien payés) toute une partie de leur famille, de leurs relations, sur le dos d'une entreprise qui pourra par

ailleurs leur fournir nombre d'avantages en nature, même si elle affiche un bilan d'exploitation négatif. Au plan fiscal, c'est aussi tout bénéfice, puisque l'entreprise, considérée par l'Etat comme « outil de travail », permet d'échapper à l'impôt sur les grandes fortunes. Sous couvert d'investir à l'étranger, cela permet aussi, outre d'obtenir des subventions publiques, de spéculer tout ce qu'il y a de plus légalement sur le dollar. C'est ainsi que la moitié des investissements industriels, pour ne pas dire spéculatifs, financés par le Crédit National — une banque d'Etat — ont été placés aux Etats-Unis. Promoteurs, commerçants, industriels, n'ont actuellement qu'un

slogan : investir outre-Atlantique.

Le phénomène a atteint une telle ampleur que les banques se livrent aujourd'hui à une véritable concurrence pour faire des « séminaires » où l'on expliquera aux patrons comment « investir » de l'autre côté de l'océan.

Pas touche !

« Des entreprises plus rentables » titrait, début novembre, la revue *Le Nouvel Economiste* qui expliquait que « la rentabilité des capitaux investis tend à s'améliorer » et que « ce redressement devrait se poursuivre l'an prochain ».

Ce « redressement » n'est aucunement lié à une reprise de la production, au contraire. Mais, comme le souligne cette revue, au fait que les prix industriels progressent plus vite que les autres prix (sans parler des salaires) et que des « gains de productivité » (licenciements, augmentation des cadences) ont été déterminants. Pour ne rien dire des subventions gouvernementales !

C'est dire que, même en période de crise, la production diminue, les profits peuvent croître de belle façon. Et si Gattaz et le patronat mettent une telle hargne à défendre « l'entreprise » contre un gouvernement qui ne lui veut que du bien, c'est que derrière cette « entreprise » se cachent bien mal les profits des possédants et un système d'exploitation capitaliste qui propose comme avenir au grand nombre de devenir des « nouveaux patrons » pour qu'une poignée d'anciens et de nouveaux riches continuent de prospérer.

Pierre LAFFITTE

Cette richesse qui s'affiche

Dans un pays où l'on voudrait imposer aux travailleurs toujours plus de sacrifices, la richesse de quelques-uns s'affiche avec insolence, dans les « beaux quartiers » de l'Ouest parisien, dans les restaurants de luxe qui font salle comble, dans ces magasins de la rue Saint-Honoré qui vendent des pull-overs à 4.000 F pièce ou dans ces ventes aux enchères où, ces jours-ci, des riches se sont disputé une commode Louis XVI adjugée un milliard cinq cent millions de centimes !

Si 200 000 locataires d'HLM ont actuellement des arriérés

de loyer, sur la Côte d'Azur, à Cannes, il y a des gens pour vendre (et acheter) des deux-pièces sur la Croisette coûtant 150 millions de centimes. Et si l'on enregistre une baisse du nombre des immatriculations, et donc des ventes de voitures, la firme BMW, qui ne vend certes pas des modèles pour smicards, a vu ses ventes progresser de 120 % en trois ans.

Et à qui veut voir à quoi ressemble un petit paradis pour riches, point n'est besoin d'aller aux Bahamas. Tout près d'ici, les deux tiers de la Sologne sont occupés par un millier de grands domaines de chas-

ses privées, à tel point que plus de la moitié de cette région appartient à des gens qui n'y résident pas. Des domaines exonérés d'impôt (car ne procurant pas de revenu agricole) mais qui se vendent 25.000 F l'hectare, dans des communes, tel Ménétrol, où l'on ne compte pas moins de sept propriétés de plus de 600 hectares.

Et comme, à ce prix-là (le même que pour un hectare de blé dans la Beauce), cela fait sans doute un peu cher, même pour des riches, la plupart de ces domaines passent en fait sous la rubrique « frais généraux » de sociétés privées.

□ RENAULT

□ CLEON **La mobilité
telle qu'elle se pratique**

A Renault-Cléon près de Rouen, la direction a proposé avant les vacances aux travailleurs de l'usine qui seraient volontaires, d'aller travailler en déplacement à RVI Blainville près de Caen ainsi qu'à Sandouville et Grand-Couronne. Depuis la rentrée, elle propose aussi des déplacements à l'usine de Flins ainsi que Choisy et Rueil. Au 1^{er} novembre, c'est près de 450 travailleurs de Cléon qui sont en prêt dans les autres usines de la Régie. Au départ, la direction demandait uniquement des volontaires pour aller travailler à Sandouville, près du Havre, avec une prime de 1.800 F par mois. Mais devant le peu d'enthousiasme, elle a ensuite mis en place des contrats de 6 mois : « deux mois à Blainville ou Flins, et ensuite quatre mois à Sandouville ». L'argument de la direction pour justifier ces déplacements : « à cause du chômage technique, il n'y a pas assez de travail pour tout le monde ». A l'usine de Blainville où sont montés les camions et certaines boîtes de vitesse de la R 25, il y a à l'heure actuelle une centaine de travailleurs de Cléon.

L'un d'entre eux nous raconte :

« Comment t'es-tu retrouvé à Blainville ? »

— Au départ, les premiers d'entre nous sont arrivés à Blainville en juillet, mais la majorité est arrivée comme

moi en septembre. A Cléon, la direction ne nous a pas fait signer de contrat, tout est oral, à part la feuille de route où est inscrite une partie du montant de la prime à toucher en arrivant à Blainville. Beaucoup d'entre nous sont là pour les primes. 243 F par jour du mois (soit 30 ou 31 jours), c'est-à-dire 200 F non imposables et 43 F imposables.

Au total, cela donne environ 7.300 F de prime par mois en plus de notre salaire qui est autour de 5.000 F.

D'ailleurs, pour aller à Flins, Choisy ou Rueil, la direction de Cléon propose aussi 7.300 F de primes mensuelles.

Le premier jour, le chef du personnel de RVI nous a fait un discours pour nous dire qu'il y a beaucoup de commandes de camions et que l'usine de Blainville a besoin de personnel, de 7 000 personnes en 1976, l'effectif est aujourd'hui à Blainville d'environ 5 000 personnes.

— Comment se passe le travail à Blainville ?

— Les conditions de travail sont plutôt précaires. On se croirait 50 ans en arrière. Beaucoup de travaux se font manuellement sur les chaînes de montage et souvent, on doit soulever des pièces plus ou moins lourdes. Comparées aux chaînes de Cléon, c'est la préhistoire. Sans compter la saleté, le bruit et le manque de chauffage. Sinon les rapports avec les gars de Blain-

ville sont bons dans l'ensemble, il y a eu même des retrouvailles avec ceux de RVI qui sont venus travailler à Cléon.

Le mardi 9 octobre, le jour de paie, les camarades de Cléon qui travaillent ici à Blainville à la boîte de vitesse R25 se sont mis en grève car sur le bulletin de paie il manquait la prime de 44 F par jour, ce qui faisait un manque à gagner de 1.300 F. Paraît-il qu'à Cléon, le service-paie avait oublié de nous compter en déplacement, c'est dire le sérieux de l'organisation.

Mais le mercredi 7 novembre, jour de paie, rebelote, il manquait à nouveau la prime de 1.300 F, correspondant à octobre (celle de septembre avait été régularisée). Là, on s'est tous mis en colère et on est monté à la direction du bâtiment. On s'est installé dans une salle et on a attendu l'arrivée d'un responsable de Cléon. Celui-ci est resté sur ses positions. Cette prime continuera à être versée avec un mois de retard ; pour l'instant, on peut toucher un acompte de 1.000 F sur la prime pour « dépanner ». En plus, il faut savoir qu'en cas de maladie et d'absence pour congés ou autre, les primes journalières ne sont pas versées.

— Comment êtes-vous hébergés ?

— Au début, nous étions dans une auberge de jeunesse à cinq kilomètres de l'usine. Beaucoup ne sont

□ SNCF GARE DE L'EST (Paris)

Mauvaise série noire

Deux tables d'un vestiaire de l'Accueil de la Gare de l'Est disparaissent. Oh, pas des œuvres d'art ! De simples tables en formica. Mais des bruits commencent à courir que les voleurs seraient des cheminots travaillant de nuit.

Sans la moindre preuve et bien qu'ils clament leur innocence, deux cheminots sont alors arrêtés. la police leur passe les menottes et les conduit ainsi chez eux pour perquisitionner leur appartement et leur cave, tout cela sous les yeux de leur famille et de leurs voisins. Ne trouvant rien, elle les emmène au commissariat de la Gare de l'Est où ils sont fouillés, déshabillés et enfermés dans une cellule. Ils sont placés en garde à vue sur plainte contre X déposée par la SNCF. Puis ils sont transférés au commissariat du 10^e arrondissement où

les interrogatoires recommencent. On les accuse là non seulement du vol des deux tables en formica mais aussi d'un vol de valises qui aurait eu lieu la même nuit et d'un vol de coupons de cartes oranges, plus ancien, à Château-Landon.

Mais, coup de théâtre, le lendemain, à 12 h, les deux cheminots sont relâchés. Que s'est-il passé ? La SNCF a tout simplement retiré sa plainte.

C'est qu'entre-temps, la direction de la SNCF avait retrouvé les deux tables... au local des peintres. En fait, un cadre supérieur de la SNCF les avait fait transférer, sans en aviser les cheminots de l'Accueil, ni personne d'autre d'ailleurs, sauf les démenageurs bien évidemment. Mais lui, avec le salaire qu'il touche, personne ne songerait à l'accuser de trafic de... tables en formica.

pas restés à cause du loyer, plus de 1.000 F par mois. En plus, pour les camarades travaillant en équipe, aucun bus ne passait à proximité pour aller à l'usine. Maintenant nous sommes tous dans des campings aux alentours de l'usine, une partie d'entre nous est hébergée au camping d'Hermanville qui appartient au CE de Renault Cléon. Certains sont venus avec leurs propres caravanes et paient entre 300 et 400 F par mois dont 30 % sont pris en charge par le CE. Mais à la fin du mois d'octobre, le camping sera fermé, le CE de Cléon a jugé

non rentable de le laisser ouvert pour une dizaine de personnes. Sinon la majorité d'entre nous loue des caravanes à deux ou trois et nous payons près de 500 F par personne. D'autres encore ont loué des meubles ».

Il est sûr que si nous n'imposons pas à la Régie des conditions de travail et d'hébergement convenables, la fameuse mobilité qu'on nous réclame tant pour la modernisation de la Régie, risque bien de se traduire pour nous par une fameuse dégradation de nos conditions de vie.

Correspondant LO

□ FLINS (Yvelines)

De la R5 à la Super5 et aux super-mutations

La direction de Renault Flins est confrontée en ce moment au problème du reclassement des 1 800 ouvriers qui montaient en Tôlerie l'ancienne R5. En effet, du fait des gains de productivité fait entre les deux modèles, l'atelier où se monte maintenant la Super 5 ne peut, paraît-il, en accueillir que 1 000 à 1 200.

Le problème s'était déjà posé lors de fins de modèles, la R 12 par exemple. La direction n'y allait alors pas par quatre chemins : mutations arbitraires, vite réglées, mais... qui mécontentaient tout le monde.

Et c'est justement ce détail qui gêne la direction : elle voudrait que tout se passe bien pour le lancement de la nouvelle voiture, ou du moins sans vagues.

La « charte de mobilité » a été mise au point dans ce but ; sorte de « contrat » entre l'ouvrier et la Régie, elle correspond, selon la

direction, à la « nécessité de reclasser l'ensemble du personnel de R5 dans un climat favorable au lancement du nouveau véhicule. La confiance, l'adhésion et la motivation du personnel concerné sont un élément capital de réussite ».

Or, en Tôlerie R5, les travailleurs ont une « motivation » certaine : ils n'ont pas envie, suite à une mutation, de se retrouver sur la chaîne. Leur ancien atelier est en effet un atelier de machine, ce qui veut dire des conditions de travail plus acceptables.

Le nouvel atelier de Tôlerie a vu à présent quasiment toutes les mutations s'effectuer, il est presque plein. Quelque 200 d'entre nous ont été volontaires pour aller dans d'autres secteurs de Tôlerie, en Mécanique, etc... Mais reste maintenant pour la direction le problème des 300 ouvriers qui restent dans l'ancienne Tôlerie R5 et affirment

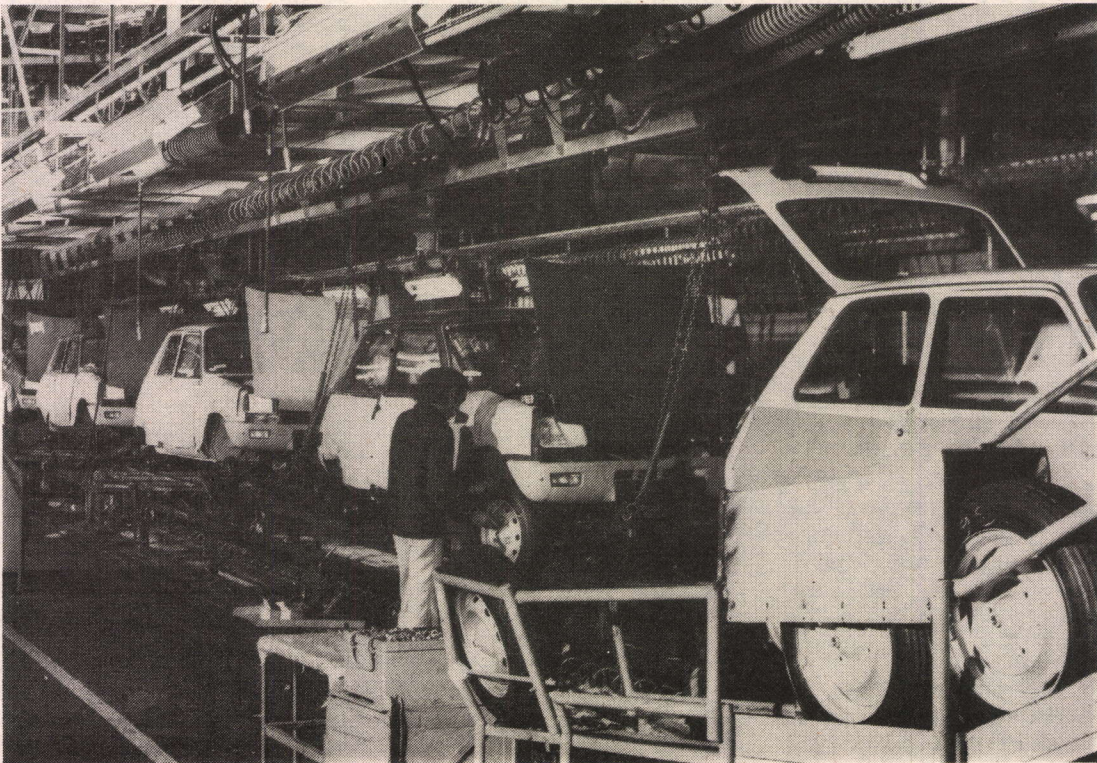
qu'ils n'iront pas ailleurs que dans la nouvelle Tôlerie Supercinq. Entretien après entretien, pressions morales visant à mettre en évi-

dence les « avantages » de tel ou tel secteur, rien n'y fait.

Et 300 travailleurs qui ne veulent pas se laisser muter

contre leur gré, ça pose un problème à la direction. On attend ses solutions... de pied ferme.

Correspondant LO



Un budget toujours autant chouchouté

La Chambre des députés a voté le budget militaire pour 1985, qui se monte à 150,2 milliards de francs, 178,2 milliards en comptant les pensions. Chacune des 23,5 millions de personnes faisant partie de la population active aura versé (sous forme d'impôts directs et indirects) 6040 F en moyenne pour l'armée en 1984.

Pour 1985, il faut ajouter 5,7 %, taux d'augmentation du budget de l'armée par rapport à 1984.

Ni les députés du Parti Socialiste et du Parti Communiste, qui ont approuvé le budget militaire, ni ceux de la droite qui ont voté contre, n'ont la moindre réticence face à cet immense gaspillage. Leur préoccupation a été de savoir si ce gaspillage était suffisant ou non.

Le parti Socialiste a l'air de s'excuser auprès de la droite et de l'armée de ne pas pouvoir offrir davantage. « Il était difficilement concevable que le budget de la Défense, qui représente 15 % du budget de l'Etat, ne soit pas associé à l'effort de rigueur demandé à l'ensemble du pays », écrit un député socialiste dans son rapport.

DE L'ART DE DIRE MOINS... POUR DEPENSER PLUS

Mais de quelle rigueur s'agit-il ?

Bien sûr, ce budget sera inférieur de 1,3 milliard de francs à ce que le gouvernement avait prévu dans la loi de programmation militaire 1984-88. Mais son augmentation (5,7 %) pour 1985 est supérieure aux prévisions officielles concernant l'inflation.

De plus, entre le budget voté par les députés et le budget réellement dépensé, il y a une marge de taille qui, en cours d'année et sans tambours ni trompettes, fait l'objet d'un « collectif budgétaire ». Entendez : une rallonge. Cette fois-ci, la rallonge a même été programmée. Pour présenter un budget « de rigueur », le gouvernement a tout simplement oublié volontairement de chiffrer deux hauts et coûteux faits d'armes : les opérations du Tchad et du Liban dont l'addition de 2,2 milliards sera réglée en 1985 par les contribuables. Mais on a préféré ne pas l'annoncer encore. S'agissant du budget de la « grande muette », la règle est : motus et bouche cousue. Et bien évidemment, du RPR au PC, aucun parlementaire n'a voulu soulever le lièvre.

LA FORCE DE FRAPPE EST DE RIGUEUR MAIS PAS SES DEPENSES

La force de frappe, comme d'habitude, s'est taillé la part du lion puisque, si officiellement elle reçoit un sixième du budget, compte tenu des dépenses d'équipement, c'est un tiers du budget qu'elle engloutira.

Pour la force de frappe, les restrictions sont inconnues au bataillon. Hernu a souligné que les militaires pourront disposer

des nouveaux joujoux qui leur avaient été promis, et en particulier du sixième sous-marin nucléaire, L'inflexible, équipé d'un nouveau missile à têtes multiples, le M4, soit 2,66 milliards de francs lourds pour L'inflexible, plus 2 autres milliards pour les missiles. Sans oublier un programme de modernisation des autres sous-marins nucléaires, de 5,2 milliards, les plus de 12 milliards destinés à équiper les Mirage 2000 et autres Super-Etendard, ou les 6 milliards du programme Hadès (le super-missile dont va être équipée l'armée de Terre en remplacement des Pluton). « Loin de s'affaiblir, notre défense, notre dissuasion gagnent en crédibilité » se félicite le ministère. On ne sait pas si la trouille des généraux soviétiques augmente... Mais la facture, si.

GRANDES MANOEUVRES PARLEMENTAIRES : LE « GENERAL » CHIRAC SE PLANTE.

Quant à la droite, elle a été gênée : elle n'avait rien d'autre à proposer que le gouvernement, mais elle avait besoin de se démarquer en votant contre ce budget. « Si les orateurs de droite, note Le Figaro, n'ont pas mis en cause la bonne volonté de Charles Hernu, ils ont regretté que l'austérité générale oblige le gouvernement à effectuer des coupes sombres dans le budget de la Défense ». Le Monde note aussi que la droite s'émue officiellement que les dépenses militaires marquent le pas,

« même si en privé certains de ses dirigeants avouent qu'il leur aurait été difficile de faire mieux, dans l'hypothèse d'un retour au pouvoir ».

Cela n'empêche, le RPR n'y est pas allé avec le dos de la cuiller. Dans son projet Libres et responsables, présenté par Chirac, il est affirmé que la droite, de retour au gouvernement, porterait le budget de l'armée à 5 % du Produit National Brut. Ce qui a été jugé tout à fait... irresponsable par Messmer et bon nombre de politiciens du RPR car, si cette proposition avait été acceptée, cela aurait fait bondir le budget militaire de 150,2 à 232 milliards de francs l'année prochaine. Les responsables du projet ont été qualifiés de « rigolos » par plusieurs députés RPR ; et Chirac a dû piteusement battre en retraite, promettant de revoir ses calculs. C'est vrai que l'art de la surenchère devrait être confié uniquement à des spécialistes, tant il est difficile de reprocher au gouvernement socialiste de ne pas être aux petits soins pour l'armée.

Le général Bigeard, un de ces spécialistes, préfère rendre les armes. Lui qui déclarait en août 1981, à propos d'Hernu : « Je souhaite qu'il continue à être séduit par notre armée ». Un souhait qui ne cesse d'être exaucé. Et si l'on en juge par les nouveaux cadeaux du budget militaire, il y a belle lurette que le gouvernement a dépassé le stade de la séduction pour celui de l'amour fou.

Jean SANDAY

Ses parents peuvent être fiers : la force de frappe a vingt ans

C'est en 1964, il y a juste vingt ans, que décollaient les premiers Mirage IV porteurs de bombes atomiques. Auparavant, si l'armée avait déjà la « bombinette », comme disaient les chansonniers de l'époque, elle n'avait pas encore les moyens de faire éclater cette bombe ailleurs que dans l'atoll de Mururoa ou, au tout début, dans le Sahara.

En fait, lorsque décollèrent les premiers Mirage porteurs de mort atomique, la bombe A

française avait déjà dix ans. Le coup d'envoi avait été donné en 1954 par un décret de Pierre Mendès-France, alors chef du gouvernement de gauche, autorisant la mise au point de la bombe A et la construction du premier sous-marin atomique. Ce ne fut que quand elle se retrouva dans l'opposition que la SFIO dénonça la continuation par De Gaulle d'une politique qu'elle-même avait inaugurée.

Et lorsque Hernu déclare,

comme en octobre 1982 : « Je ne prends jamais une décision sans me poser trois questions : Qu'aurait fait le général De Gaulle ? Que penserait Pierre Mendès-France ? Qu'en penserait François Mitterrand ? », il ne fait jamais que reconnaître une tradition. Celle qui a vu les gouvernements de gauche, puis de droite, et à nouveau de gauche, être aux petits soins pour les galonnés de l'Etat-Major et pour les trusts de l'armement.

LE CADEAU D'ANNIVERSAIRE DE DASSAULT

Et si, au hit-parade de la fortune établi par Le Nouvel Observateur cette semaine, Dassault arrive bon premier, c'est en grande partie parce que, comme les actionnaires de Matra, de Thomson, etc., il a eu plus que sa part des 384 milliards dépensés en vingt ans pour la force de frappe.

P.L.

Le PCF vote le budget militaire

Le PCF, qui avait été à l'initiative de la « Marche pour la paix », voici deux semaines, a voté le budget militaire.

Rendant compte du débat parlementaire, L'Humanité du 10 novembre titrait : « Les armées touchées par la rigueur », sous-titrant le même article : « Les députés communistes ont tout de même voté les crédits de la défense », qu'ils estimaient insuffisants car victimes de la « rigueur ».

Rapportant « les inquiétudes que peut inspirer la très forte croissance des crédits affectés aux armes nucléaires tactiques » (où est la « rigueur » ?), ce journal cite « la question sans détour » de Maurice Nilès, député PCF de Seine-Saint-Denis, à Hernu : « Y-a-t-il, M. le Ministre, un besoin tel de développement si étendu de l'arme nucléaire tactique ? »

A cette « question sans détour », il n'y a apparemment pas eu de réponse de Hernu, ou en tout cas de réponse publiable, car L'Humanité n'en fait pas état.

« Il y a des secrets militaires qui se dissimulent derrière des silences budgétaires », a déclaré un jour un orfèvre en la matière, Messmer, ancien ministre des armées de De Gaulle, ancien Premier ministre de Pompidou. En l'occurrence, le « secret militaire » n'en est presque plus un depuis qu'en octobre 1982 Mitterrand a déclaré que la bombe à neutrons « est prête à être fabriquée ».

Les militants communistes qui, voici 4 ou 5 ans, collaient des affiches « Non à la bombe à neutrons » apprécieront. Tout comme ceux qui avaient cru en 1971 au programme du PCF, intitulé Changer de cap et préfacé par Marchais, qui déclarait (p. 232) : « Un gouvernement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tacti-

ques ; il arrêtera immédiatement la fabrication et les essais, puis réalisera une série de mesures pour aboutir, dans le plus bref délai possible, à la suppression ou à la reconversion à des fins pacifiques des matériels, des usines et des bases militaires nucléaires ».

ET APRÈS
M'AVOIR FAIT MARCHER
POUR LA PAIX, ILS VOUDRAIENT
QUE JE MARCHÉ POUR
LA GUERRE !..



Un an plus tard, Marchais, Mitterrand et Fabre avaient même signé un Programme de gouvernement qui précisait en outre : « En aucun cas les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire ».

Pendant trois ans, des militants communistes ont peut-être pensé que leur parti était forcé, par solidarité ministérielle, de voter le budget militaire.

Mais aujourd'hui qu'il n'est plus au gouvernement, le PCF n'est apparemment plus gêné pour refuser, par exemple, de voter le budget des PTT qu'il estime frappé par la rigueur. Eh bien, il faut croire que, malgré la « Marche pour la paix » et malgré les « inquiétudes » quant à l'armement nucléaire mentionnées par L'Humanité, les députés du PCF auraient été gênés... de ne pas voter pour la « bombe ».

Pierre LAFFITTE

Les troupes françaises quittent le Tchad,

l'impérialisme français y demeure

Commentant la fin du retrait simultané des troupes françaises et libyennes du nord du Tchad, Claude Cheysson, le ministre des Relations extérieures, déclarait : « Le Tchad se retrouve entre les mains des Tchadiens ». Belle hypocrisie en réalité car, si les troupes françaises se sont repliées... ce n'est pas pour aller bien loin. En effet, un tiers des quelque trois mille hommes du corps expéditionnaire français ne rentrera pas en France mais sera cantonné en République Centrafricaine, portant l'effectif des soldats français dans ce pays à près de 2 500 hommes, un nombre presque équivalent à celui qui avait investi le Tchad. De plus, l'aide militaire française devrait être portée de 50 à 100 millions de francs l'année prochaine, tandis que, selon des informations publiées par *Jeune Afrique*, le nombre des conseillers militaires français devrait atteindre 150 hommes, contre 100 actuellement. Enfin, avant de partir, l'armée française a abandonné toute une partie de son matériel à l'armée d'Hissène Habré, en particulier un parc d'environ 300 véhicules.

Il est difficile de savoir si Hissène Habré compte utiliser ces armes pour reconquérir le nord, tous jours aux mains de son rival Goukouni Oueddei. Mais il est d'ores et déjà certain qu'il s'en sert : pour tenter de mater par des massacres, comme le révélait Amnesty International la semaine dernière, les rébellions et les mouvements de guérilla du sud du pays.

Il semble pourtant que, loin de ramener l'ordre, les exactions des soudards de Habré aient au contraire poussé les maquisards à se montrer plus entreprenants. C'est ainsi que, dans la nuit du 9 au 10 novembre, une troupe formée de rebelles tchadiens et centrafricains a pris, pendant plusieurs heures, le contrôle de la ville de Markouda, à la frontière tchadienne.

C'est que, dans cette partie du sud du Tchad, ainsi qu'au nord du Centrafrique, des mouvements revendiquent l'indépendance du Logone. Cette province fut en effet coupée en deux, de façon parfaitement artificielle, entre le Centrafrique et le Tchad lors de l'établissement



Colonne de blindés français sur la route du départ.

des frontières par le colonialisme français.

Dans ces conditions, Cheysson a beau jeu de jouer les donneurs de bons conseils moralisateurs, comme il le faisait la semaine dernière en déclarant à l'adresse des Tchadiens : « Dans cette période de grande misère, il y a mieux à faire que la guerre civile ». La responsabilité de la guerre civile, c'est l'impérialisme dont il est le représentant qui la porte, et plutôt trois fois qu'une : c'est l'impérialisme français qui, en substituant la culture du coton aux cultures vivrières, a engendré la famine chronique dont souffre le Sahel ; c'est lui qui, en traçant les frontières indépendamment des vœux de la population (et sans même qu'elle soit consultée !), est responsable des conflits de nationalités ou d'ethnies qui y surgissent ; et c'est lui enfin qui, aujourd'hui comme par le passé, fournit les armes, l'argent et les conseillers qui permettent aux pires des dictateurs, Kolingba (successeur de Bokassa) en Centrafrique, Habré au Tchad, de mener de véritables guerres à leurs peuples.

Sylvie MARÉCHAL

« Les camions de l'espoir-Sahel 84 » : le profit avant tout

Il y a quelques semaines, RTL et FR3 organisaient l'opération « Les camions de l'espoir-Sahel 84 ». L'idée était paraît-il de réaliser un « anti-rallye Paris - Dakar (cette course de riches à travers l'Afrique affamée), pour aider les populations en détresse.

Ici, en France, ça a très bien marché. Près de 40 millions de francs avaient été collectés auprès de la population. Une goutte d'eau par rapport aux besoins de l'Afrique, mais bien plus que ne l'espéraient les organisateurs.

L'argent a servi à acheter 12 000 caisses de plaquettes protéinées, des produits sanitaires, du matériel de développement ; et les camions ont été prêtés par des constructeurs de poids lourds. Une correspondante du journal *Le Monde* a suivi l'opération et raconte, dans le numéro des 11-12 novembre 1984, les « dérapages » de ces « camions de l'espoir » :

« Sahel 84 n'est pas une course, tout esprit de compétition et de concurrence entre les marques est exclu », répètent les organisateurs depuis le début. Mais (...) les conditions mêmes de l'expédition en faisaient le banc d'essai idéal du prochain Paris-Dakar pour les constructeurs. Une moyenne de 500 kilomètres par jour, des étapes de dix à quinze heures sur des pistes défoncées, les dunes, les cailloux, et

les séances de slalom entre les épineux et les termitières...

Pour les chauffeurs et navigateurs, un marathon ponctué par les désensablages, les réparations mécaniques et les crevaisons, le tout dans la chaleur et les vents de sable. (...) L'exploit sportif était là au rendez-vous. Sur ce point, organisateurs et participants ont gagné leur pari. Ce que beaucoup d'observateurs estimaient irréalisable.

Mais à quel prix ? Les villages traversés à vitesse-éclair, la rencontre avec les habitants résumée aux appels de phares et aux coups de klaxon pour disperser les enfants et le bétail, les déchargements effectués de nuit dans des campements où seuls les officiels ont accès, les habitants tenus à distance par les cordons de militaires, les caisses de plaquettes protéinées et de médicaments livrées défoncées par les conditions de transport... La vocation humanitaire de l'opération a paru souvent largement compromise par les exigences du grand spectacle automobile, et les deux termes du projet — course contre la montre et solidarité internationale — inconciliables.

« Nous avons choisi cette formule marathon pour maintenir le public en haleine. Le suspense et l'aventure sont les meilleurs moyens d'intéresser

Profits sans frontière

En quittant le Tchad, l'armée française laisse, en plus des « techniciens », du matériel aux Forces Armées Nationales Tchadiennes.

Les Lybiens en font, paraît-il, autant. Et ils auraient laissé entre autres (selon *Le Monde* du 10 novembre) à Goukouni Oueddei des blindés légers de conception brésilienne mais portant une tourelle de fabrication française, ainsi que des missiles Crotale fabriqués par l'entreprise nationalisée Thomson-CSF...

On se disait bien aussi que des industriels avisés ne mettraient pas toutes leurs armes dans le même camp.

Des moyens pour faire la guerre, pas pour combattre la faim.

Dans cette période de terrible famine en Afrique, alors que les grandes puissances se prétendent « désarmées » devant un fléau qui, affirmementelles hypocritement, les dépasse, il n'est pas sans intérêt de relever quelques chiffres publiés dans le journal *Le Monde* du 10 novembre.

Pour mettre en place la force Manta, le gouvernement français a eu besoin de 150 rotations de DC8 et 80 de Transall. Un avion gros porteur a franchi toutes les huit heures les 6 500 km séparant la France de N'Djamena. 700 véhicules, 25 avions et 30 hélicoptères ont été utilisés sur place. En un an, 20 000 hommes s'y sont relayés et on a transporté 12 000 tonnes de fret.

Mais, comme chacun sait, il est beaucoup plus facile de transporter des blindés que des vivres, des médicaments, des charrires ou des semences !

les Français au drame du Sahel », explique Jacques Lievin, de RTL. (...)

Dans cette logique, les organisateurs n'ont pas lésiné sur les moyens : trente journalistes, deux équipes de télévision, l'émission de Max Meynier chaque soir en direct..., un PC-presse équipé des moyens de transmission satellites et radio les plus modernes, course à la photo-choc, à l'image forte... Quitte à la mettre en scène pour la bonne cause, la présence des caméras créant une pression publicitaire, stimulant la compétition : pour certains patrons d'écurie de poids lourds, le fait d'arriver en tête à l'étape passait manifestement avant la sécurité du chargement. Difficile, dans ce contexte, de cacher les enjeux promotionnels qui entouraient les « camions de l'espoir ».

Et puis, la journaliste estime qu'il est difficile d'apprécier quelle part des produits acheminés aura vraiment été directement remise à la population, quelle autre aura été récupérée par l'administration et combien aura finalement servi à alimenter le marché noir, d'une manière ou d'une autre. Au point qu'un des chauffeurs de l'expédition déclarait : « J'ai peur qu'on ait demandé de l'argent aux pauvres des pays riches pour donner aux riches des pays pauvres ».

Claude CHARVET

□ CHEQUES POSTAUX
MONTPARNASSE (Paris)

Le personnel de la cantine fait reculer les syndicats gestionnaires

Le conseil d'administration de la cantine des Chèques Postaux de Paris-Montparnasse a finalement voté le 14 novembre le rétablissement du paiement de la prime mensuelle de 700 F des employés PTT détachés à la cantine lors des congés annuels, maladie et maternité. L'ensemble des représentants syndicaux CFDT, FO et CGT sont ainsi revenus sur le vote par lequel ils avaient décidé un mois plus tôt sa suppression, sous prétexte de faire des économies.

Pour obtenir satisfaction, les employés détachés à la cantine, qui tiennent notamment les caisses, ont fait grève deux fois une heure (la CFDT avait, pour « se racheter » de son vote, déposé un préavis de grève afin de les aider) et sont passés outre à l'ordre de réquisition lancé par l'administration. Avant la réunion du conseil d'administration de la cantine, ils avaient annoncé leur intention de se remettre en grève une heure le lendemain, au cas où ils n'auraient pas eu gain de cause.

Par ailleurs, le personnel hôtelier de la cantine (les cuisiniers et les serveuses) avait lui aussi annoncé son intention de cesser le travail. Les cuisiniers et les serveuses s'étaient en effet aperçus, à la suite du mouvement des caissières, que le conseil d'administration avait aussi discrètement voté la suppression de certains de leurs droits, et notamment du versement par leur employeur des cotisations à leur assurance-décès. Le dernier conseil d'administration de la cantine est revenu sur cette décision aussi, en promettant d'examiner les autres revendications des serveuses et des cuisiniers plus tard.

L'avenir dira ce qu'il en est. Mais, et c'est la meilleure garantie pour la défense future de leurs intérêts, les employés de la cantine, les serveuses, les cuisiniers, ont découvert que, tous ensemble, ils sont plus forts pour se faire respecter.

Correspondant L.O.

La justice aux côtés d'un « cumulard »

Depuis lundi 5 novembre, quatre agriculteurs du syndicat des Paysans-Travailleurs ont entamé une grève de la faim dans les locaux des associations à Angoulême. Dans cette ville est en train de se jouer le dernier acte de l'affaire Bisserier-Raynaud, qui dure depuis quatre ans.

Raynaud, c'est le « cumulard » : non content d'acheter à la SAFER 49 hectares en 1973, d'exploiter les 62 hectares de son beau-père en retraite, d'être prof au lycée agricole de l'Oisellerie, il devient en 1980 propriétaire des 20 hectares dont les Bisserier étaient fermiers et veut les expulser de ces terres.

Mais ceux-ci ne se laissent pas faire, se battent pour faire reconnaître leurs droits de fermiers.

Quatre ans de péripéties où, malgré le soutien du Comité de défense animé par les Paysans-Travailleurs, les Bisserier se heurtent au mur des gros paysans charentais et de la justice au service des droits du propriétaire. En juillet 1983, la cour d'appel de Bordeaux condamne les Bisserier à régler à Raynaud 8 millions pour les « dommages » subis !

Aujourd'hui, après avoir pris aux Bisserier les 20 hectares qu'ils avaient en fermage, Raynaud, pour récupérer ses 8 millions, a fait saisir tous leurs biens personnels.

Les Bisserier vont-ils se retrouver à la rue et dépouillés de tout ? Les 150 personnes qui se trouvaient à la réunion de

soutien du vendredi 9 novembre étaient bien décidées à ne pas laisser cette vente aux enchères se passer tranquillement.

De fait, mardi 13 novembre, lors de la vente aux enchères, le Comité de défense annonçait aux trois cents manifestants que le préfet, dans la nuit, s'était entremis pour faire aboutir la négociation, « dans le souci de restaurer la paix sociale ».

Les Bisserier obtiennent donc la levée de la saisie de leurs biens, qui ne seront pas vendus. En ce sens c'est une victoire. Mais ils en sont cependant de 30 000 F de leur poche à verser à Raynaud.

Au titre de la défense des droits des possédants sans doute ?

□ JEUMONT-SCHNEIDER (Saint-Denis)

Une affaire de gamelle

Depuis un mois, les travailleurs qui sont en équipe peuvent enfin manger le soir sans avoir à amener leur gamelle. Dans cette usine de 1 500 salariés environ, sous prétexte que ceux qui travaillent en 2 x 8 sont peu nombreux, il fallait pour manger — depuis un an quand on était en équipe du soir — soit apporter sa gamelle, soit arriver en début d'après-midi, 45 minutes avant l'heure, pour aller chercher un plateau à la cantine. On le faisait réchauffer ensuite le soir, alors qu'avant nous bénéficions de la cantine.

C'est la gestion de la cantine qui en avait décidé ainsi, pour simplifier son travail et ne plus avoir à préparer et mettre de côté les repas du soir. Cela arrangeait d'ailleurs bien la

direction de l'usine, qui veut amener les travailleurs en équipe à accepter de travailler la journée continue, c'est-à-dire supprimer la demi-heure de repas.

Il faut dire que la CGT, majoritaire à la commission cantine, est confrontée à des problèmes de déficit. Les gérants lésinent sur le personnel. Ils font pression sur le personnel de la cantine pour qu'il travaille plus, font des remarques pour les congés maladie... Au mois de septembre, ils avaient même donné un avertissement à une employée de la cantine pour « manque de respect envers un chef », ce qui avait provoqué une certaine indignation dans l'usine. Une cinquantaine d'ouvriers de divers secteurs avaient d'ailleurs débrayé

et manifesté au bureau de la CGT leur désaccord contre de telles mesures.

Le souci de ces gérants de rentabiliser se tournait aussi contre les usagers. Mais les ouvriers travaillant en 2 x 8 ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils ont décidé de rédiger une pétition pour demander à bénéficier le soir de la cantine, comme cela se faisait avant. Tout le monde a signé la pétition, sauf trois, dont le délégué CGT qui, a-t-il expliqué, préfère manger à la gamelle.

Le 13 octobre, à 13 h. 15, l'équipe du matin et l'équipe d'après-midi sont allées ensemble au local du CE. Après une bonne demi-heure de discussion, nous avons finalement obtenu gain de cause.

Correspondant L.O.

□ LABORATOIRES MONOT (Quetigny-les-Dijon)

Patrons, paternalistes et veneurs à la fois

Les laboratoires Monot, dans la banlieue dijonnaise, sont spécialisés entre autres dans la fabrication de pommades, onguents et divers produits dermiques et de puériculture.

Autrefois petite entreprise familiale, celle-ci s'est développée pour devenir en 1965 le GEP (Groupement Européen Pharmaceutique) qui emploie, dans son usine-laboratoire de Dijon, 500 personnes dont une grande partie de femmes, OS conditionneuses. Le groupe,

resté aux mains de la famille, est connu dans la région pour ses traditions catholiques et paternalistes (crucifix dans le hall d'entrée et distribution régulière de produits de toilette à tout le personnel). Il est connu aussi pour ses bas salaires : une OS touche en moyenne 3 500 F à 4 000 F par mois.

Mais il est une autre spécialité de la maison un peu moins connue celle-là : la vénerie, c'est-à-dire la chasse à courre. Depuis plusieurs générations la famille dirige une des plus grandes associations de chasse à courre en France, organisant d'importantes chasses dans les forêts bourguignonnes. Dans l'usine, une par-

tie du personnel est utilisée presque chaque jour pour assurer les petits et gros travaux de la chasse : aménagement et entretien soit des camions pour le transport des chevaux, soit de la Land-Rover vidéo pour l'accompagnement des « équipages ». Au service Entretien, quelques-uns des ouvriers ont même droit chacun à leur tour, après la chasse, à des cuissots de cerf ou de sanglier qu'ils ont eux-mêmes découpés et dont ils ont préparé les trophées... sur leur temps de travail.

Non, le paternalisme, lui, n'est pas encore mort chez Monot !

Correspondant L.O.

Echos des Entreprises

Les nouveaux arts marteaux

Super-spectacle « one-man-show » mardi dernier à l'Ajustage, avec un Arlequin de première en vedette.

En effet, pour remédier à un petit « hic » sur un outil, celui-ci se fait apporter marteau et burin, afin de prouver ses capacités devant quelques témoins n'en croyant pas leurs yeux.

A le voir s'évertuer à taper du marteau, le sourire aux lèvres était général derrière les étaux.

Pour ce qui est de l'efficacité, la vedette s'est vite retrouvée au tapis.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Peugeot (OCS-ouest) Sochaux.

Des âmes en peine

Jeudi dernier, au CFM 56, nous avons eu la preuve de l'affection désarmante que les chefs éprouvent pour nous. Au retour d'une réunion, nous étions en retard d'un quart d'heure. Et voilà nos chefs tout

retournés, se faisant du mauvais sang. Quelques ouvriers leur manquent, et la terre est dépeuplée.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la SNECMA Corbeil (91)

Prenons des gants

A la Peinture, c'est la pénurie. Il n'y a plus de chiffons. Les stocks étant épuisés, il faut paraître se débrouiller avec du papier ou tout ce qui peut nous tomber sous la main.

Et quand il n'y aura plus de stock de pinceaux, nous diront la même chose ? Chiche !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la SNCF, réseau Est, Paris.

□ CHAFFOTEAUX (Saint-Brieuc)

Les menaces se précisent

Depuis le 19 avril, l'entreprise Chaffoteaux et Maury, qui emploie 1 700 salariés à Saint-Brieuc, est en difficultés financières. Il y aurait un trou de 230 millions de francs. Dans un premier temps, le patron a obtenu une suspension provisoire des poursuites. Le 22 août le tribunal de commerce de Paris a accepté un plan de redressement qui prévoit des départs en pré-retraite et une réduction d'horaire non compensée en guise de « volet social ». Le « volet financier » prévoyait de trouver un « repreneur » qui accepterait de combler le trou sous forme d'un apport de capital.

Depuis cette date, pour les travailleurs de l'entreprise, c'est l'attente. Au début, il y avait, paraît-il, un patron américain sur les rangs. Mais le 23 octobre on a appris qu'il avait refait ses valises. Depuis, plus rien n'est sûr. On nous parle de contacts avec une entreprise allemande, Vaillant, et une entreprise suédoise, Saab-Scania. Mais en fait le sentiment qui domine, c'est qu'on est en train de nous lanterner. L'inquiétude grandit à propos du 13^e mois en fin d'année, qui pourrait ne pas être payé, et des risques de licenciements ou de dépôt de bilan.

La CGT, largement majoritaire dans l'entreprise, a proposé des actions à diverses reprises pour appuyer

les négociations auxquelles elle demandait à être associée et les multiples entrevues qu'elle a eues avec les élus et les pouvoirs publics.

Tout cela n'ayant rien donné, et dernièrement, elle a commencé à durcir le ton. Le 25 octobre, 500 travailleurs ont débrayé à son appel à l'occasion de la journée d'action organisée au niveau départemental, en même temps que la Fonction publique. Mardi 30 octobre, elle a proposé la montée à Paris d'une « délégation massive ». 84 travailleurs s'y sont rendus pour demander des explications au P-DG et au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) qui, paraît-il, suit le dossier. Cela leur a permis de vérifier que le P-DG n'avait rien à dire. Quant aux hauts fonctionnaires du CIRI, s'ils ont déclaré aux syndicalistes que le patron de Chaffoteaux n'était plus crédible auprès des banques, ils ont surtout tenu à dire qu'ils n'entendaient pas se mêler d'appuyer les propositions de la CGT. Car la CGT se fait fort d'avancer des solutions en même temps qu'elle mobilise les travailleurs. Elle propose une prise de participation d'Elf-Aquitaine, qui détient déjà 25 % des actions, de Gaz de France et des banques nationalisées. Elf-Aquitaine fait suffisamment de profit,

dit-elle. Et elle ajoute : ce serait une « solution française ».

Dans l'entreprise, les « solutions » de la CGT suscitent quelques discussions. Bien sûr, personne n'est contre. Mais personne ne voit non plus comment faire accepter à Elf, Gaz de France et aux banques cette solution plutôt qu'une autre ; car personne n'attend une décision miraculeuse ni même le moindre appui de la part des pouvoirs publics, même concernant des groupes nationalisés.

Lundi 5 novembre, la CGT appelait à une manifestation en ville après le temps de travail. La CGC appelait également. Pratiquement tout le monde a défilé pour rejoindre la préfecture, y compris le personnel d'encadrement, traditionnellement absent des mobilisations, si bien qu'il y avait environ 1 500 personnes. En tête de manifestation, une centaine de travailleurs criaient des slogans tels que : « Non aux licenciements ! », « Dolo, Josselin, Saulnier, agissez ou démissionnez ! », interpellant ainsi les élus socialistes locaux, la CGT laissant faire. Pour tout le monde, cette manifestation a été un succès, même si elle ne garantit rien quant à l'avenir. Devant la préfecture, le responsable CGT a appelé à poursuivre l'action

en proposant de s'inscrire pour cela au local syndical le lendemain.

150 travailleurs se sont inscrits pour une action jeudi 8 novembre, dont la CGT n'a révélé largement l'objectif qu'au dernier moment : aller au Comité local pour l'emploi interpellier les patrons et les élus locaux qui s'y réunissent avec les syndicats. A cette occasion le député socialiste a été pris à partie assez vertement par un syndicaliste d'une ex-filiale de Chaffoteaux, liquidée ces derniers mois dans le cadre du plan de redressement.

Le lendemain, c'est à nouveau 150 travailleurs qui se sont rendus à la séance du Conseil municipal de

Saint-Brieuc. La CGT a demandé aux conseillers d'appuyer ses propositions de reprise par Elf. Tous les groupes politiques, droite compris, ont tenu à affirmer leur « compréhension » et leur volonté « d'agir à leur niveau pour qu'une solution soit trouvée », la gauche et surtout le PCF appuyant plus ouvertement la « solution CGT ». Avant que les travailleurs quittent la salle du Conseil, un travailleur a fait une intervention pour rappeler aux élus que, comme ils avaient pu s'en rendre compte à travers les slogans de la manifestation de lundi, dont la presse avait fait état, c'est sur leurs actes qu'ils seraient jugés, et non sur leurs promesses. *Correspondant LO*

Grève des bus à Dijon

Le 6 novembre, les chauffeurs de bus de la Société des Transports de la Région Dijonnaise se sont mis en grève pour défendre leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat. Ils sont 380. C'est le syndicat FO qui a déclenché la grève. Le mécontentement était unanime et aucun bus n'a circulé pendant 3 jours.

Voici ce qu'un chauffeur nous a raconté :

« Bien sûr, on n'est pas trop mal payé : 6.500 F pour 7 ans d'ancienneté (et non pas 8.000 F, comme l'a dit la presse). Mais on voulait quand même un rattrapage sur l'an dernier, pour maintenir notre pouvoir d'achat.

Mais ce qui ne va pas surtout, ce sont les horaires : nos temps de trajet sont calculés beaucoup trop justes et depuis la création de nouvelles lignes, il y a un an et demi, nos roulements se sont dégradés et sont deve-

nus de plus en plus irréguliers.

Ceux-ci sont établis sur un cycle de huit semaines. Des repos peuvent tomber n'importe quel jour de la semaine, et il arrive par exemple que l'on finisse le dimanche soir à 22 h pour reprendre le lundi à 5 h 30.

Le moindre embouteillage nous fait prendre du retard sur l'horaire et les dix minutes de pause prévues au terminus servent à essayer de le combler. En fin de journée, 5 minutes peuvent nous faire quitter le travail avec un quart d'heure de retard, le temps de faire la queue pour refaire le plein de gaz-oil. Nous voulons aussi plus de WC aux terminus.

Correspondant LO

□ STIGLER-SABIEM (Colombes)

Les travailleurs en grève

Depuis le 16 octobre, environ soixante travailleurs sur 131 salariés de la société de dépannage d'ascenseurs Stigler-Sabiem-France sont en grève avec occupation des locaux, à la suite du refus brutal du patron d'entendre parler de la moindre augmentation de salaire. Ils n'ont touché aucune augmentation depuis le début de l'année.

Ils réclament 5 % d'augmentation et ils dénoncent les conditions de travail qui ont entraîné quatre morts en un an et demi dans leur branche professionnelle ainsi que la mort d'un usager d'ascenseur. Les effectifs étant passés de 225 personnes en 1976 à 131 aujourd'hui, les réparations

se font maintenant seul, alors qu'avant elles se faisaient à deux.

Actuellement, les travailleurs n'assurent que les urgences dans les hôpitaux, les cliniques ou les maisons de retraite.

Le tribunal a ordonné l'expulsion des grévistes. Mais ce qui inquiète surtout les travailleurs, ce sont les bruits qui circulent, bruits selon lesquels l'entreprise devrait être reprise par le groupe Otis, avec des risques de licenciements pour ceux de chez Stigler.

Mais, menaces ou pas, pour le moment le patron a disparu et ce sont les travailleurs qui tiennent l'entreprise.

Correspondant LO

□ THOMSON-CSF (Saint-Denis)

Les travailleurs de Brandt-Armements occupent leur Siège

Mardi matin 13 novembre, une soixantaine de travailleurs de Brandt-Armement, une filiale de Thomson, ont interrompu la réunion du Comité central d'entreprise qui se tenait au Siège, aux Champs-Élysées, et ont occupé les locaux jusqu'à 20 h 30, obligeant la direction à rester avec eux. Les travailleurs entendaient ainsi protester auprès de la direction sur les 230 licenciements prévus en région parisienne et qui conduiraient à la fermeture de l'usine de Saint-Denis. Les mesures de restructuration prévues par la direction (transfert de toutes les activités de Saint-Denis à l'usine de La Ferté-Saint-Aubin, où des licenciements sont aussi prévus) ne sont même pas prises avec le rituel prétexte de difficultés financières, le P-DG du groupe Thomson, Gomez, ayant précisé qu'il

s'agissait là de licenciements « préventifs ».

Toute la journée de mardi, la direction de Brandt-Armement a refusé de négocier, avançant qu'elle ne « négociait pas sous la menace ». Comme si les travailleurs de l'Armement n'étaient pas, eux, sous la menace de licenciements !

Au cours de cette journée, les travailleurs ont pu dire à la direction ce qu'ils avaient sur le cœur : « Je croyais que les directeurs, ça réfléchissait. Mais quand on voit les réponses que vous faites à nos propositions, comme il s'agit de problèmes de dignité, vous ne savez plus penser ! ». « Il y a de l'argent, du travail pour deux ans et, au niveau financier, Thomson-Brandt ne mettra pas la clef sous la porte ».

La direction ne s'est évidemment pas privée de faire venir un huissier pour qu'il constate ses petites misères. Et ce n'est qu'en début de soirée que la direction générale du trust Thomson s'est manifestée, indiquant que des négociations pourraient avoir lieu, mais au siège du trust, boulevard Haussmann, et à condition que les locaux des Champs-Élysées soient dégagés. Sinon, de toute façon, elle ferait appel aux forces de police.

Une assemblée du personnel présent s'est aussitôt tenue et a décidé de se transporter boulevard Haussmann, où une petite délégation devait être reçue par la direction générale pour préparer l'ordre du jour des prochaines négociations.

Correspondant LO

□ ALSTHOM ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

Les stages conversion, d'une sauce à une autre

Suite à la réunion de vendredi 9 novembre entre l'UIMM et les organisations syndicales de la Navale, la presse locale, dès samedi matin, présentait le projet des patrons comme une solution au problème de la Navale grâce à l'extension des congés-conversion aux travailleurs de 53 ans.

Eh bien, aux Chantiers, nous avons été plus d'un à découvrir le vrai contenu du protocole d'accord que sont pourtant prêts à signer Force Ouvrière, la CGC et peut-être la CFDT, qui ne le trouve pas si mauvais. Seule la CGT dénonce les propositions patronales et gouvernementales et refuse de signer. A juste titre, car le nouveau projet est d'une certaine manière l'ancien en plus sordide. C'est vrai, les patrons envisagent l'élargissement des conversions aux 53 ans, mais assorti de telles conditions qu'il y aura, comme l'a résumé la CGT au cours d'un meeting d'information mardi matin, « des volontaires qui pourront partir, des volontaires qui ne pourront pas partir, et des non-volontaires qui seront obligés de partir ». De plus, les stages de conversion existent, comme avant, pour les moins de 48 ans. Mais les conditions imposées par le patron sont toujours aussi scandaleuses. Entre autres, le refus du stage conversion entraîne immédiatement le licenciement. On a 15 jours pour réfléchir. Et, le comble, l'acceptation du stage entraîne également le licenciement au bout de deux ans, et même avant si, au cours des deux ans, on ne s'est pas soumis aux ordres des patrons et on n'a pas accepté par exemple un poste à 700 km de chez soi. Tu-veux-ou-tu-veux-pas, t'es-licencié-quand-même ! De plus, comment peut-on partir à 53 ans avec un salaire qui pour certains n'atteindra pas 4 000 F par mois ? A tel point d'ailleurs que les patrons sont obligés, dans le projet, de préciser qu'ils s'engagent à verser au moins le SMIC pour les 53 ans et les stages conversion ?

FO, qui s'apprête à signer, se cache dans sa section depuis lundi. Ce syndicat, qui se dit pourtant partisan de la démocratie et de la grève générale, n'a même pas pris la peine d'appeler au meeting d'information et de rendre au moins des comptes aux travailleurs.

La CGT a clairement pris position au cours du meeting d'information contre le projet et a donné des arguments pour que les travailleurs le refusent. Cela a été très apprécié et applaudi. Quant à la CFDT, son orateur avait bien du mal à faire passer son discours. C'est dur de vouloir présenter comme bon un protocole d'accord qui est mauvais. Il a essayé de s'en sortir en disant qu'il avait demandé l'avis des adhérents CFDT et des... fédérations. A la fin du meeting, une travailleuse connue pour ses idées Lutte Ouvrière est intervenue pour interpeller les dirigeants de la CFDT sur leurs positions floues. Elle a réaffirmé son opposition aux licenciements et à la baisse du pouvoir d'achat. Elle a réaffirmé que ce n'est pas aux fédérations syndicales ni aux seuls adhérents de se prononcer à la place de tous les travailleurs du chantier. Elle a invité les travailleurs à demander des comptes aux syndicats. C'est le sort des travailleurs de la Navale qui est en jeu, cela doit faire l'objet d'un débat, en assemblée, entre les travailleurs. Elle a apostrophé les dirigeants syndicaux des fédérations signataires, leur demandant s'ils seraient volontaires, eux, demain, pour prendre la place des moins de 48 ans licenciés, ou des départs à 53 ans, avec moins de 4 000 F par mois. Pour finir, elle a appelé les travailleurs présents à se transformer en militants dans le Chantier pour refuser ce plan de licenciements. Les travailleurs présents ont apprécié l'intervention et ont applaudi. Des militants de la CFDT sont embarrassés et certains disent ne pas vouloir accepter le projet des patrons. Il semblerait que ce soit d'ailleurs la majorité.

Dans la soirée, la CGT décidait, au cours d'une commission exécutive, de proposer aux autres syndicats des assemblées de secteurs « pour qu'une large discussion soit organisée et que chacun puisse réfléchir sur ce protocole ».

FO veut signer, la CFDT hésite et la CGT refuse. Mais de toute façon, c'est de l'intervention des travailleurs que dépendra le refus des mauvais coups que préparent les patrons et le gouvernement dans la Navale.

Correspondant LO

Grève à la Seita de Lille

La manufacture de Lille emploie 740 personnes, 500 OS, 120 OP et 120 maîtrise et employés. Elle fabrique environ 60 tonnes de cigarettes par jour. A noter que, sur un paquet de cigarettes, l'Etat prélève 72 % de taxes.

INTERVIEW DE GREVISTES :

« Cela fait maintenant bientôt quatre semaines que vous êtes en grève. Pourquoi ?

— Parce que le gouvernement veut mettre en cause notre statut et la direction de la SEITA notre grille des salaires. Malgré les engagements pris par Fabius lui-même en 1981, quand il était ministre du Budget. Par exemple, le nouveau statut prévoit la mobilité du personnel. C'est-à-dire qu'on peut nous muter aux quatre coins de la France, en fonction des concentrations de production. En ce qui concerne les salaires, leur évolution est calculée d'après l'ancienneté, le boulot... Par exemple, en fin de carrière, tous les OP (ouvriers professionnels) ont 316 points. C'est mathématique, pas de choucou !

Mais ce que veut le P-DG c'est, comme il le dit, « une modulation de la grille » pour pouvoir récompenser les courageux, ceux qui ont bon esprit, et sanctionner ceux qu'ils jugeront « moins bons ». Comme il nous l'a

expliqué, environ 80 % finiraient leur carrière à l'indice 290, 10 % (les meilleurs) à l'indice 316 et 10 % (les « moins bons ») à l'indice par exemple 270. Mais tu as une différence de 700 à 1 500 F par mois entre les indices 290 et 316 !

Nous ne réclamons en fin de compte rien de plus que nos acquis, que nos droits.

— Comment ça se passe ?

— Depuis le 23 octobre, les 120 OP, nous sommes en grève illimitée. On ne fabrique plus rien et on empêche les camions de sortir.

Du coup, la direction a mis tout le monde en chômage technique, payé à 30 %, ce qui est illégal...

Mais les gars sont avec nous. Quand on a fait des actions comme faire passer les automobilistes au péage d'Arras en leur demandant de nous soutenir financièrement plutôt que de payer l'autoroute, quand on a été voir le préfet, le maire, il y avait beaucoup d'OS avec nous. Ils savent bien que cette his-

toire de grille les concerne eux aussi — peut-être avec un peu de retard.

— Comment ça se fait que l'on trouve encore du tabac dans les débits ?

— D'abord, sur la vingtaine de manufactures qu'il y a en France, une quinzaine est comme nous en grève totale. Il y en a donc encore qui continuent à tourner.

De plus, suite à une grève qu'on avait faite il y a quelques années, déjà à propos du statut, la direction et la compagnie de distribution ont installé deux dépôts dans la région : à Phalempin et à Lompret. On a décidé il y a quelques jours d'occuper aussi les dépôts.

On se répartit le boulot : Untel ira à tel endroit de telle heure à telle heure, un autre ailleurs... On a tous le moral. Le mouvement d'ailleurs se durcit au niveau national.

Les responsables s'en rendent compte puisqu'ils ont décidé de rencontrer les responsables syndicaux. C'est la première fois... ».

□ BULL (Paris)

Contre les suppressions de postes, ils n'ont pas coïncé la Bull

Mardi 13 novembre, 1 400 personnes venues des différentes usines et bureaux du groupe Bull se sont rassemblées le matin devant le siège de l'entreprise à Paris, où devait se tenir la réunion d'un Comité central d'entreprise sur les suppressions de postes. L'après-midi, tout le monde s'est rendu au ministère du Travail et de l'Industrie, pour montrer sa colère devant le plan de la direction et du gouvernement qui prévoit que 930 postes seront supprimés sur tout le groupe, où travaillent 18 100 personnes.

En mai dernier Mitterrand, en visitant l'usine Bull d'Angers, l'avait présentée comme une « entreprise qui marche ». Mais visiblement le gouvernement entend que cette usine marche... mais sur notre dos. En effet Fabius, comme ministre de l'Industrie, se fixait comme premier objectif, pour

la Bull et les autres entreprises nationalisées, « le retour à l'équilibre financier pour 1986 ». Quant aux directeurs de la Bull, M. Lorentz et M. Stern, ils ont de leur côté un plan « pour accroître la flexibilité et la compétitivité de l'entreprise, pour l'adapter au marché et à la concurrence dont l'agressivité ne cesse de croître ». En un mot, patronat et gouvernement sont main dans la main pour rentabiliser Bull. C'est pourquoi ils viennent d'annoncer ces 930 suppressions de postes, aussi bien dans les centres administratifs et commerciaux parisiens que dans les usines d'Angers et de Belfort. Et Bull n'y est pas allée de main morte pour préparer ce plan qui lui permettra d'économiser, en 1986, 242 millions de francs, puisqu'elle a dépensé 23 millions de francs (l'équivalent de 100 postes de travail pendant un an) pour permettre à un cabinet de spécialistes « SOL-

VING (BBZ) » de mettre au point ce plan.

Bull, entreprise nationalisée par le gouvernement de gauche, a touché pendant des années des milliards de subventions de l'Etat. Et rien qu'entre 1983 et 1986 l'Etat devrait lui verser 6 milliards de francs. Et cela ne l'empêche pas de prévoir des suppressions de postes !

Mais pourquoi ne serait-ce pas dans la poche des anciens actionnaires, qui ont touché une partie des 40 milliards versés par l'Etat aux actionnaires des entreprises nationalisées, que l'on puiserait ? Surtout que ces actionnaires continuent à l'heure actuelle de recevoir de l'argent.

Alors, si Mitterrand veut que Bull marche, les manifestants étaient bien contents aussi d'avoir marché mardi pour montrer leur colère !

Correspondant LO

Grève à la Seita de Marseille

A l'appel des organisations syndicales, les travailleurs de la SEITA sont en grève.

La SEITA de Marseille emploie 400 ouvriers : 340 à la manufacture qui fabrique les Gauloises et 60 à la direction régionale de distribution, qui distribue tout le tabac et cigarettes chez les buralistes de la région.

Depuis plus de 15 jours, la grève est suivie à plus de 80 %. La fabrication est ralentie et la distribution est bloquée ; aucun paquet de cigarettes n'est livré.

Les travailleurs se sont mis en grève parce que la direction voudrait changer leur statut, ce qui signifierait : la réduction des salaires et la mobilité des travailleurs entre les différentes manufactures — les muter selon les besoins, de Marseille à Lille, de Bordeaux à Marseille, par exemple, sans compensation et sans aucune possibilité de refuser, sous peine d'être considérés comme démissionnaires. En fait, c'est un moyen détourné de licencier sans avoir à payer des indemnités de licenciement.

Alors, les travailleurs ont dit non !

A la manufacture, les travailleurs font grève par roulement depuis le 24 octobre. Tous les jours, les

ouvriers spécialisés s'arrêtent deux heures : les machines, avec les ouvriers professionnels, fonctionnent, mais il n'y a personne pour les approvisionner. Puis c'est au tour des OP, qui s'arrêtent deux heures : les OS se trouvent donc devant des chaînes et des machines arrêtées.

A la distribution, les ouvriers se sont mis complètement en grève, puis la direction les a mis au chômage technique. Depuis le 29 octobre, tout est bloqué. Les piquets de grève empêchent les camions de sortir et d'approvisionner les bureaux de tabac.

Chacun participe au piquet. Les OP viennent relayer les OS, puis les ouvriers de la distribution relèvent les OP, et ainsi tous les jours, entre 4 h. et 17 h. Les travailleurs se retrouvent, discutent, se serrent les coudes.

Confrontée à cette situation, la direction a entrepris de pirater le dépôt. Sur un répondeur téléphonique, elle informe les buralistes qu'ils peuvent venir chercher les cartons à un dépôt parallèle contre un chèque de 1 800 F pour chaque carton. A ce dépôt parallèle, on a vu arriver des semi-remorques chargées de cartons de tabac venues de l'étranger et de stocks

préexistants. Des fourgons de policiers surveillent les abords et les buralistes avec des fourgonnettes font la queue pour s'approvisionner.

La direction essaie par ce moyen de court-circuiter la grève et de perdre le moins d'argent possible. En effet, dans Marseille, on peut voir des bureaux de tabac à court de cigarettes et ceux qui en ont refusent d'en vendre plus d'un paquet par client.

Le dépôt parallèle fonctionne avec la complicité des employés non grévistes, à la demande de la direction.

En apprenant la mise en place du dépôt parallèle, vendredi 9 novembre, des grévistes ont dit de suite qu'il fallait s'y rendre pour le bloquer et empêcher que la grève soit sabotée.

Les militants de la CGT répondaient que ce n'était pas responsable, que ce serait une action illégale puisqu'il s'agit d'un local privé. Ils comptent beaucoup sur le jugement en référé qui pourrait condamner la direction pour la mise en chômage technique et le dépôt parallèle. Mardi 13 novembre, un huissier doit venir constater l'existence du dépôt parallèle.

Les journaux locaux, *Le Provençal*, le journal de Def-

erre, *Le Méridional* et la TV, la radio, critiquent cette grève. Ils présentent les travailleurs de la SEITA comme des nantis qui en veulent trop, des routiniers qui ne veulent pas déménager, quand cela arrange leur patron.

Pour ces journalistes, gagner 5 200 F net après 6 ans à la SEITA, c'est bien gagner sa vie ! Travailler à la SEITA, sur les chaînes, dans le bruit infernal, la poussière, surveiller et alimenter les machines, décharger et transporter de lourds colis, à une cadence de plus en plus accélérée puisque les départs en retraite ne sont pas rempla-

cés, c'est pour ces gens-là être routiniers ! L'effectif de la SEITA a diminué de moitié et pourtant presque le même tonnage sort : 30 tonnes de cigarettes par jour.

Risquer de perdre son emploi c'est, pour ces messieurs de l'information, être nanti !

Mais, les travailleurs tiennent bon et, au piquet de grève, ça discute ferme : faut-il ou pas bloquer le dépôt ? Peut-on encore respecter la légalité ? Pourquoi, averti le vendredi, l'huissier ne vient-il que le mardi pour constater l'existence du dépôt parallèle ?

Correspondant L.O

Pas rentables... ces investissements

Le budget des PTT est bénéficiaire. Alors, cette année comme l'an dernier, 4 milliards seront versés à la filière électronique et 2,2 milliards au budget de l'Etat. Pourquoi pas ? Mais quand on apprend que, dans les industries de la téléphonie qui dépendent de la filière, 6 000 suppres-

sions d'emplois sont annoncées, ça donne à penser que cet argent excédentaire serait mieux dans la poche des travailleurs que dans celle de trusts, qui ne savent que licencier avec.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* du Centre de tri postal Issy-CTA (92)

□ NOUVELLES GALERIES (Besançon)

**25 ans sans
un jour
de grève :
Plus
jamais ça !**

Samedi 10 novembre, 90 % des employées du magasin Nouvelles Galeries se mettaient en grève. Nous avons décidé d'arrêter notre travail pour exiger la réintégration de deux de nos camarades licenciées. A ces deux licenciements arbitraires, s'ajoutait le non-paiement de 15 jours de congés maladie d'une autre collègue.

Le directeur des Nouvelles Galeries, arrivé il y a deux mois, mène une politique répressive, jamais vue jusqu'à maintenant : fouille de nos sacs à la sortie, arrêt de la pointeuse à 8 h. 55, alors que nous commençons à 9 heures, convocation dans son bureau, et toutes sortes d'autres humiliations.

Or, cette fois, il est tombé sur un os.

Ce monsieur, qui roule en Jaguar et qui se désespère parce qu'il ne trouve pas de château pour loger ses meubles et sa petite famille, se permet de licencier deux employées, accusant l'une d'avoir dérobé une paire de bas à 10 F, l'autre d'avoir mis

dans son sac un flacon de parfum en démonstration. Cela fait déjà un moment que la direction organise des fouilles au magasin quand nous faisons nos courses. Alors si par malheur on trouve dans votre sac une paire de bas sans le ticket de caisse, même si c'est vous la caissière et que vous avez enregistré vous-même votre achat, vous vous retrouvez à la rue, licenciée pour faute grave, même si vous aviez exigé qu'un contrôle immédiat soit fait à la caisse pour prouver votre bonne foi, témoin à l'appui. Quant au flacon de démonstration, la chose est permise depuis longtemps, et les cadres de la maison sont les premiers à utiliser les articles de démonstration !

Donc, cette fois c'en était trop. Samedi nous décidions de faire grève et les cadres se virent obligés de faire le travail à notre place... Lundi, nous continuions, bien décidées à aller jusqu'au bout. Nous alertons la presse et, pour informer la population, nous allions en manifesta-

tion à l'inspection du travail. De là, les négociations commencèrent. Nous étions résolues et nous le faisons savoir au patron à l'aide de la sono, dans la cour. Les pourparlers continuèrent jusqu'à mardi matin. Enfin, à 11 heures, la séance était levée. Pour nous c'était une victoire : les 15 jours de maladie vont être payés intégralement et un des licenciements est transformé en trois jours de mise à pied. Quant au second licenciement, la question devra se décider avec le patron de Chersterfield-Dim, jeudi, et nous sommes bien décidées à soutenir notre camarade jusqu'au bout.

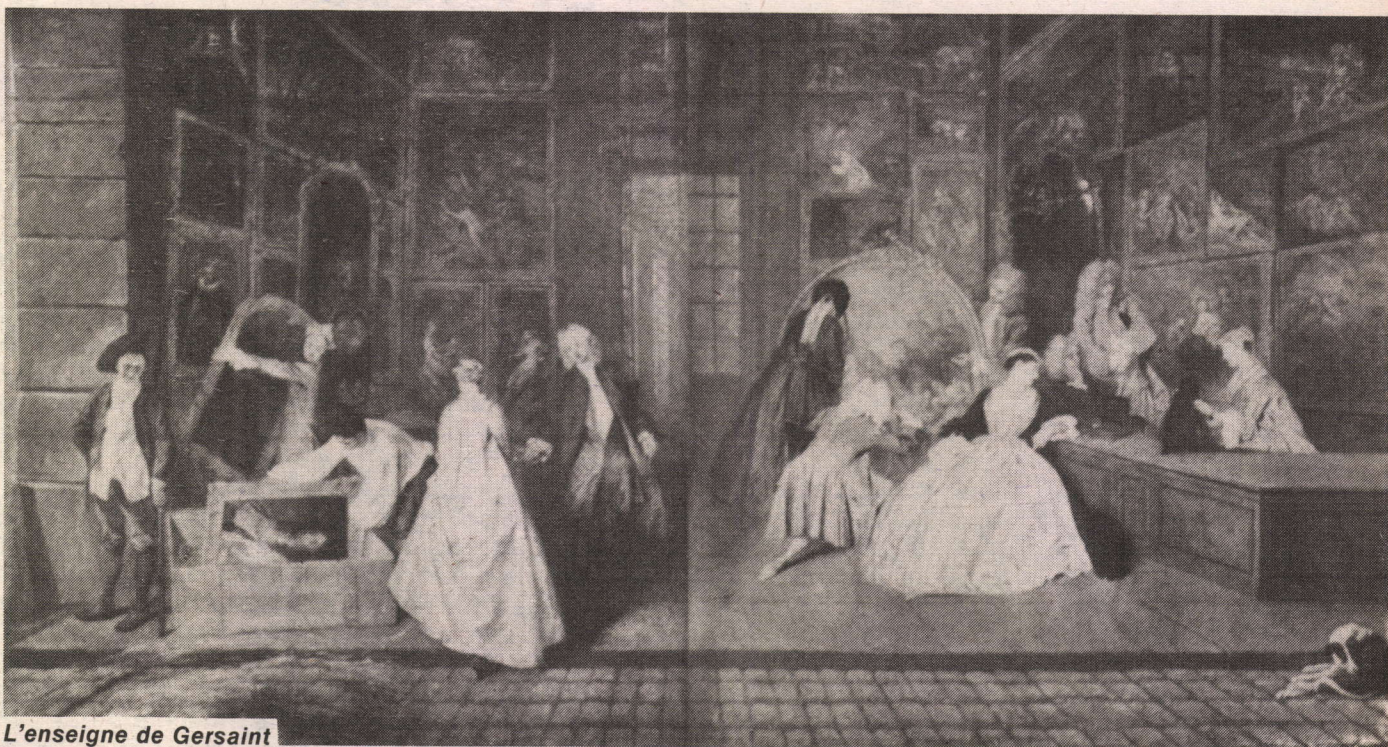
Cela faisait 25 ans qu'il n'y avait pas eu de grève aux Nouvelles Galeries. Mais maintenant nous avons compris que, si nous voulons nous faire respecter, il faut montrer que nous sommes forts.

Et puis, comme le directeur en est à sa treizième mutation sur 14 ans d'ancienneté, on se dit qu'il ne fera pas long feu chez nous.

Correspondant L.O

WATTEAU

**AU GRAND PALAIS
A PARIS**



L'enseigne de Gersaint

Watteau, né en 1684 et mort en 1721, a passé la plus grande partie de sa vie sous le règne de Louis XIV (1654-1715). Mais toute son œuvre rompt avec la grande peinture du XVII^e siècle qui avait été soit une peinture religieuse incitant le fidèle au repentir ou célébrant la pompe et la magnificence de l'église catholique, soit une peinture d'histoire exaltant les hauts faits de l'antiquité, ou encore les victoires plus récentes des armées du roi. Watteau ne s'intéresse pas à tout cela. Lorsqu'il peint des soldats, au début de sa carrière, il

nous les présente lors d'une halte, regrettant de ne pas pouvoir rester plus longtemps dans la compagnie des femmes, ou en train d'accomplir une de ces longues marches qui va les conduire vers la défaite.

À la fin du règne du « roi Soleil », la cour n'est plus en mesure de dicter sa loi aux artistes. Watteau travaille pour de riches particuliers, des financiers tels que Crozat et Julienne. Et ces gens-là n'attendent sans doute pas plus de la peinture qu'elle leur dicte une règle de conduite qu'ils ne l'attendent de la religion.

Aussi Watteau a-t-il une certaine liberté pour choisir ses sujets et élaborer son art.

Dans la plus grande partie de son œuvre, Watteau semble ne s'intéresser qu'à l'amour. Il a peint des couples évanescents, costumés en habits de théâtre ou en vêtements d'une époque disparue (celle de Louis XIII), se promenant dans de grands parcs aux arbres vaporeux. Tout contribue à créer une atmosphère poétique dans ces œuvres que l'on a qualifiées de « Fêtes Galantes » et qui ont inspiré à Verlaine quelques-uns de

ses plus beaux vers.

Dans un des derniers tableaux de Watteau, *L'enseigne de Gersaint*, des commis engloutissent dans la paille un portrait de Louis XIV : une invitation sans doute à méditer sur la fragilité d'une gloire que « le grand monarque » avait cru fondée pour l'éternité, mais qui disparaît avec sa mort.

L'exposition est riche en dessins pris sur le vif que Watteau décalquait ensuite sur ses paysages et dans lesquels il aimait surprendre des positions du corps exceptionnelles que l'on garde peu de temps. Certai-

nes des œuvres exposées : *Le Gilles*, *L'indifférent*, se trouvent habituellement au musée du Louvre. Mais l'on peut voir aussi *Le Mezetin* de New-York, *L'enseigne de Gersaint* que Watteau a peint pour un de ses amis, marchand de tableaux, *L'embarquement pour Cythère*, qui vient de Berlin, et d'autres œuvres venant de Londres, Moscou, Léninegrad ou d'Italie.

Alain LEMOINE

L'Exposition Watteau a lieu au Grand Palais (place Clémenceau) à Paris, jusqu'au 28 janvier 1985.

SELECTION TELE

Samedi 17 novembre

22 h 10. TF1. **Droit de réponse** : les grands travaux d'intérêt public et les atteintes à l'environnement qu'ils induisent.

Nuit des Droits de l'Homme à partir de 1 h 20 sur TF1 avec des témoignages, des chants et des musiques des documents d'actualité, un récital Yves Montand, un reportage sur le travail des enfants et un concert de Yehudi Menuhin.

Dimanche 18 novembre

20 h 35. TF1. **Nous irons tous au paradis**, film de Yves Robert. Une suite réussie de *Un éléphant, ça trompe énormément* diffusé la semaine précédente. L'amitié et la complicité de quatre bons copains quaternaires.

20 h 35. FR3. Youri Norstein, un magicien de l'image. L'œuvre d'un maître du cinéma d'animation qui a obtenu cette année une récompense internationale avec *Le conte des contes* classé « meilleur film d'animation de tous les temps ».

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit, cycle Hitchcock : *Secret Agent* (1936).

22 h 35. A2. **Matisse**, trente ans après. Evocation de l'œuvre du peintre à propos de la sortie d'un livre qui lui est consacré.



Lundi 19 novembre

20 h 35. TF1. **RAS**, un film de Yves Boisset qui met en scène des soldats du contingent rappelés en 1956 pour aller combattre les insurgés algériens. Un des rares films consacrés à la guerre d'Algérie et qui évoque, entre autres choses, comment les partis de gauche laissent sans aide et sans perspective les jeunes rappelés qui manifestaient pour ne pas partir en Algérie.



20 h 35. A2. **Jessye Norman**, la célèbre cantatrice noire américaine, au **Grand échiquier**.

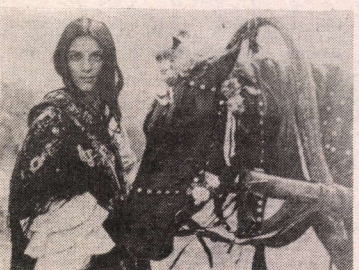


20 h 35. FR3. **Le scandale**, film de Claude Chabrol avec Anthony Perkins, Maurice Ronet et Stéphane Audran. A propos de cette histoire criminelle, Claude Chabrol déclarait : « *Mon but est de montrer la folie de la grande bourgeoisie* ».

Mardi 20 novembre

20 h 35. TF1. **L'Odyssée de l'équipe Cousteau** : la migration des morses.

20 h 40. A2. **Les tziganes montent au ciel**, film soviétique. Lyricisme, poésie et tragédie



dans la Moldavie du début du siècle. D'après une nouvelle de Maxime Gorki.

21 h 25. TF1. **Werther**, drame lyrique de Jules Massenet (diffusé simultanément sur *France Musique*).

Mercredi 21 novembre

22 h 10. TF1. **Le deuxième sexe**. Deuxième partie : le mariage et la maternité. Suite de l'émission consacrée au sort des femmes en France et dans le monde, 35 ans après la parution du livre de Simone de Beauvoir.

Jeudi 22 novembre

20 h 35. TF1. **La dictée**. Deuxième épisode du feuilleton consacré aux premières années de l'école publique à la fin du 19^e siècle.

20 h 35. FR3. **Histoire d'un jour** : le 22 octobre 1948, la fin de la première guerre israélo-arabe. Une évocation de la naissance de l'Etat d'Israël et du problème palestinien.

22 h 40. A2. **Histoire courte** : *La Vago*, court métrage. Deux jeunes Arabes rêvent de quitter la sinistre banlieue française où ils vivent depuis trop longtemps.

Vendredi 23 novembre

20 h 35. TF1. **Show Diane Dufresne**.

20 h 35. FR3. **Vendredi** : « *Sahel 84 - Les camions de l'espoir* ». Le reportage des journalistes de l'équipe de *Vendredi* qui ont suivi l'opération. Ils nous montreront certainement l'endroit, mais pas forcément l'envers. (Voir notre article en page 11).

22 h 55. TF1. **Photographie et société**. Première partie : images de la réalité ou la photographie manipulée. D'après Gisèle Freund, grand reporter, historienne et théoricienne de la photo.

23 h 00. FR3. **Rendez-vous de juillet** (Ciné-Club). Film de Jacques Becker (1949). La vie et les préoccupations de jeunes bourgeois et petits-bourgeois dans les années de l'après-guerre.

Samedi 24 novembre

16 h 15. FR3. Dans le cadre de l'émission *Liberté 3*.

16 h 15. **TRIBUNE LIBRE DE LUTTE OUVRIERE** sur le thème : les « nouveaux pauvres », les riches et la crise, avec la participation de notre camarade **Arlette LAGUILLER**. Dans la même émission, les téléspectateurs pourront voir aussi, à 17 h, une tribune libre de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Un dossier du « Canard enchaîné » :

« LA FORCE DE FRAPPE TRANQUILLE »

Le service des relations publiques des armées (261 personnes à Paris, un millier de délégués en province) n'a pas été bavard avec le *Canard enchaîné* qui voulait fourrer ses pat-tes dans son domaine. Cela n'a pas empêché le Canard de constituer un dossier très intéressant et documenté sur les armements atomiques.

Ce n'est pas seulement la panoplie des armes nucléaires françaises qui y est déployée et commentée. On y trouve aussi une histoire de la bombe atomique depuis la première pile ato-

mique mise au point par Joliot-Curie le 20 décembre 1948. Un chapitre est consacré aux expériences à Mururoa, qui va jusqu'aux expériences de « tirs sous lagons » qui, en 1983, ont servi à la mise au point du missile à tête multiple M4, et qui « permet aux invités, à l'abri dans une case sur pilotis, de contempler les superbes ronds s'élargissant dans l'eau turquoise, grâce à une caméra vidéo placée sous un hélicoptère qui patrouille au-dessus du lagon » (coût du tir : 70 millions de francs).

On trouve par exemple cette citation de Mitterrand,

qui se prononçait pour l'arrêt des expériences nucléaires françaises alors qu'il était candidat, soutenu par la SFIO et le PC, face à De Gaulle en 1965 : « Ce sont là des dépenses somptuaires. Elles ne peuvent assurer la sécurité de la France, bien au contraire. Elles la désignent plutôt comme une cible le jour où, si un conflit éclatait, par exemple entre l'Allemagne et la Russie, c'est contre la France, alliée de l'Allemagne qui, elle, ne possède pas la bombe, que se tourneraient par précaution les forces atomiques soviétiques ».

Comme il se devait, le *Canard* n'égratigne pas seulement les politiciens. « Les évêques mettent de l'eau lourde dans leur vin de messe », dit-il, eux qui viennent faire savoir qu'ils trouvaient désormais la bombe « moralement acceptable ».

Le *Canard* ne nous promet pas que la prochaine sera fraîche et joyeuse. Mais il n'empêche, son dossier n'est pas triste !

Jean SANDAY

La force de frappe tranquille - Les dossiers du *Canard*, n° 12 de septembre 1984, 98 pages, 22 F.



« PAS NETTE, LA PLANÈTE ! » de Plantu

Tous les jours, dans le journal *Le Monde*, Plantu y va de son petit commentaire dessiné de l'actualité. Et souvent, en quelques traits, il sait rendre une atmosphère, faire sentir ce qu'il y a de cynique, de révoltant dans les déclarations de ceux que l'on appelle les « grands » dans les actes de piraterie à l'égard du Tiers Monde que les puissances dites civilisées commettent quotidiennement en se drapant dans une raison du plus fort.

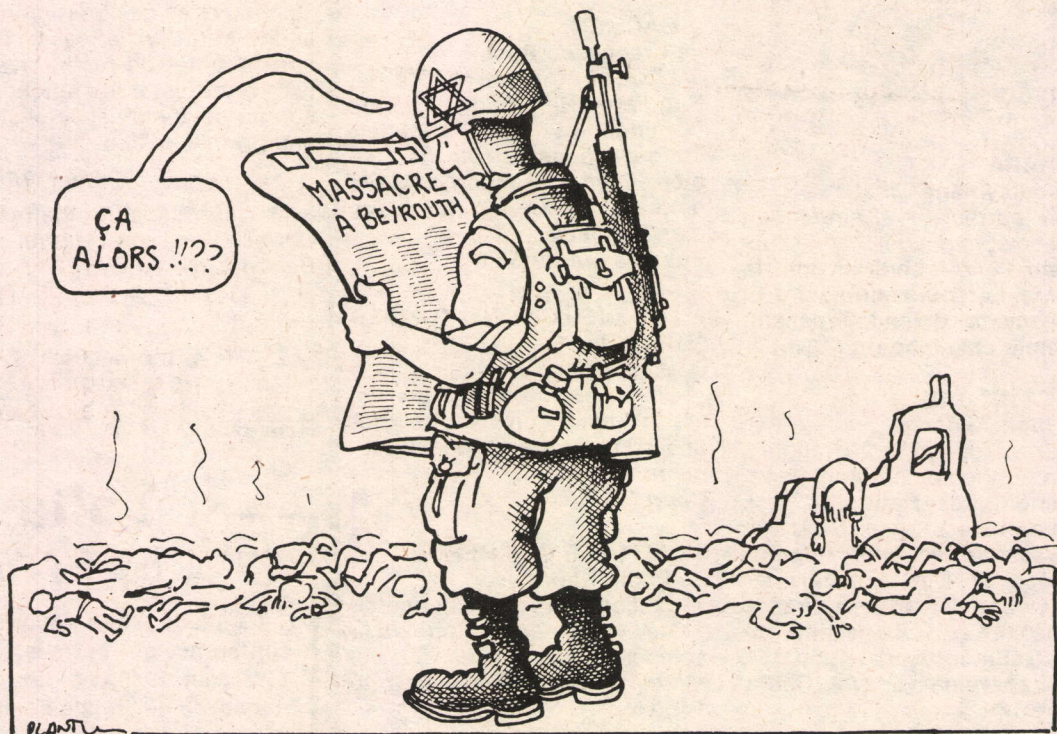
Les dessins présentés ici couvrent les quatre années écoulées et abordent aussi bien l'empire américain que son homologue russe ou encore le Moyen-Orient, le Tiers Monde, le trafic international des armes (les questions liées à l'actualité française récente ont été rassemblées dans un autre recueil : *C'est le goulag*).

Ces dessins montrent que Plantu est avant tout pour les opprimés contre les oppresseurs, pour les pauvres contre les riches, pour la vérité contre l'hypocrisie et l'égotisme. Ce point de vue — c'est le dessin d'actualité qui le veut — se trouve exprimé « à chaud », à travers des prises de positions au jour le jour sur tel ou tel événement (massacre, famine, guerre, scandale).

Certains de ces événements, on les avait peut-être oubliés, et en feuilletant les pages de ce recueil on retrouve avec plaisir des dessins qui, en leur temps, avaient fait mouche, une ligne de commentaire qui rappelle l'événement soulignant encore parfois le mordant du dessin.

P.L.

Pas nette, la planète ! de Plantu, Ed. La Découverte-Le Monde, 142 pages, 55 F.



15 septembre 1982 : plusieurs centaines de civils palestiniens sont massacrés dans les camps de Sabra et de Chatila à Beyrouth-Ouest à 200 mètres des lignes israéliennes.

« LARME A GAUCHE » de Wiaz

D'août 1981 à mai 1984, Wiaz a croqué une série d'événements et de personnages politiques. Beaucoup de dessins rassemblés ici ont été publiés par *Le Nouvel Observateur*. Ce ne sont pas vraiment des dessins humoristiques ni, pour la plupart, des raccourcis saisissants, résumant en quelques coups de crayon une situation politique. Ce sont surtout des portraits d'hommes politiques saisis lors d'événements particuliers : Mitterrand et le Tchad, Mauroy et les sondages, Chirac et Le Pen. On prend plaisir à voir cette galerie d'hypocrites montrés pour ce qu'ils sont, à travers des caricatures soigneusement dessinées.

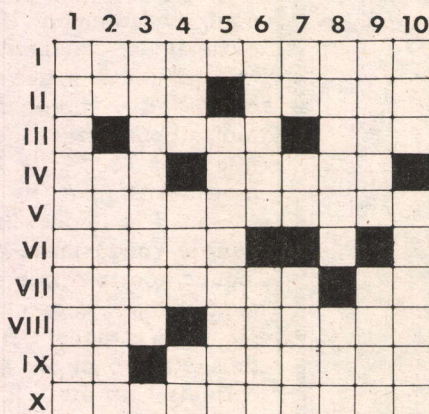
Michel BROUSSE

Larme à gauche de Wiaz, 110 p., éd. La Découverte, 63 F.



Décembre 1981 — Georges Fillioud.

MOTS CROISÉS



Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	N	N	I	B	A	L	E	S
II	A	V	I	O	N		N	A	N	A
III	R	A	V	I	N	E	S		T	U
IV	A	L	E	S	E	R		P	E	T
V	B		L	E	S	I	N	E		E
VI	I	L	E	T		G	A	R	O	U
VII	N	O		T	U	E		T	I	R
VIII	E	T	R	E	S		F	E	E	S

HORIZONTALEMENT

I. Ne pue pas peu. II. Sa route le mena à Rome. Une guerre y tombe à l'eau. III. Nouveau. La première venue. IV. Ce n'est pas une entrée libre. Etienne d'Outre-Atlantique. V. Envoyés spéciaux. VI. Pas sans effets. VII. Dont on ignore les ordres. Permettait des échanges. VIII. Massif résistant. N'en est plus à son ballon d'essai. IX. Lie. Vaincu par Octave. X. Qui n'attirent pas.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est pas nécessairement réussir. 2. Préposition. Amabilité. 3. Facilement touché. 4. Maintient une balle. Homme à mystères. Article. 5. Restes au singulier. 6. Articles. Pronom. Greffe. 7. En ville. En épi. Terre promise. 8. Fief de François II. Toujours là. 9. Chemin creux. Sillon entre des ceps. 10. Direction. Aspirées.

ON NOUS COMMUNIQUE

● L'association roche-laise des amis du livre, 23, rue Alcide d'Orbigny à La Rochelle, organise les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 novembre, une « fête du livre ». Durant les trois jours

seront présentés des expositions de dessins ainsi que des montages photos, diapos et vidéo sur, entre autres, la fabrication d'un livre et d'un atlas.

Films récents...

AU-DESSOUS DU VOLCAN de John Huston, d'après le roman de Malcolm Lowry.

La déchéance d'un consul britannique au Mexique miné par l'alcoolisme, le jour de la fête des morts, en 1938.

Quintette 5°. Marignan 8° (vo).

AMADEUS

de Milos Forman.

La vie de Mozart, sa lutte pour imposer sa conception de la musique et de l'opéra, plus populaire.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Impérial 2° (vo). Rex 2°. Vendôme 2° (vo). St-Germain Huchette 5° (vo). Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Champs Elysées 8° (vo). Paris 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Athéna 12° (vo). Escorial Panorama 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Miramar 14°. PLM St-Jacques 14° (vo). Sept Parnasiens 14° (vo). Bienvenue 15° (vo). UGC Convention 15°. Calypso 17° (vo). Clichy Pathé 18°.

**BAARA**

de Souleymane Cissé

Un porteur de Bamako au Mali devient ouvrier. La vie quotidienne, la condition de la femme, la répression sont évoquées dans ce film intéressant.

Olympic Luxembourg 6° (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1er (vo). Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Publicis Elysées 8° (vo). Français 9°. Maxville 9°. Montparnasse Pathé 14° (vo). Bienvenue 15° (vo). Gaumont Convention 15°. Kinopanorama 15° (vo). Clichy Pathé 18°.

**LES RIPOUX**

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée. Berlitz 2°. Rex 2°. Danton 6°. UGC Montparnasse 6°. Biarritz

8°. Colisée 8°. UGC Gobelins 13°. Gaumont Convention 15°. Trois Murat 16°. Calypso 17°. Clichy Pathé 18°.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain !

UGC Opéra 2° (vo). Movies Les Halles 1er (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). UGC Montparnasse 6°. Pagode 7° (vo). Biarritz 8° (vo). Marignan 8° (vo). UGC Boulevard 9°. 14 Juillet 11° (vo). Escorial 13° (vo). Sept Parnasiens 14° (vo). Tourelles 20°.

...et moins récents

BIQUEFARRE

de Georges Rouquier.

Un village de l'Aveyron aujourd'hui et dans les années 1940.

Olympic Entrepôt 14°.

LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup de gags.

L'Épée de Bois 5° (vo).

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Publicis Matignon 8°.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Une satire mordante sur les méfaits de la « civilisation » sur une tribu africaine des Bushmans.

Capri 2°.

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

La conquête — américaine — de l'espace. A la gloire de la science... et des USA.

Marbeuf 8° (vo). Espace Gaité 14° (vo).

LAWRENCE D'ARABIE.

de David Lean.

L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient, vu par les Anglais.

Ranelagh 16° (vo).

LES SEPT SAMOURAIS.

de Kurosawa.

Des villageois font appel à des samouraïs pour les aider à se défendre contre des bandits.

Châtelet Victoria 1er (vo).

TCHAO PANTIN.

de Claude Berri.

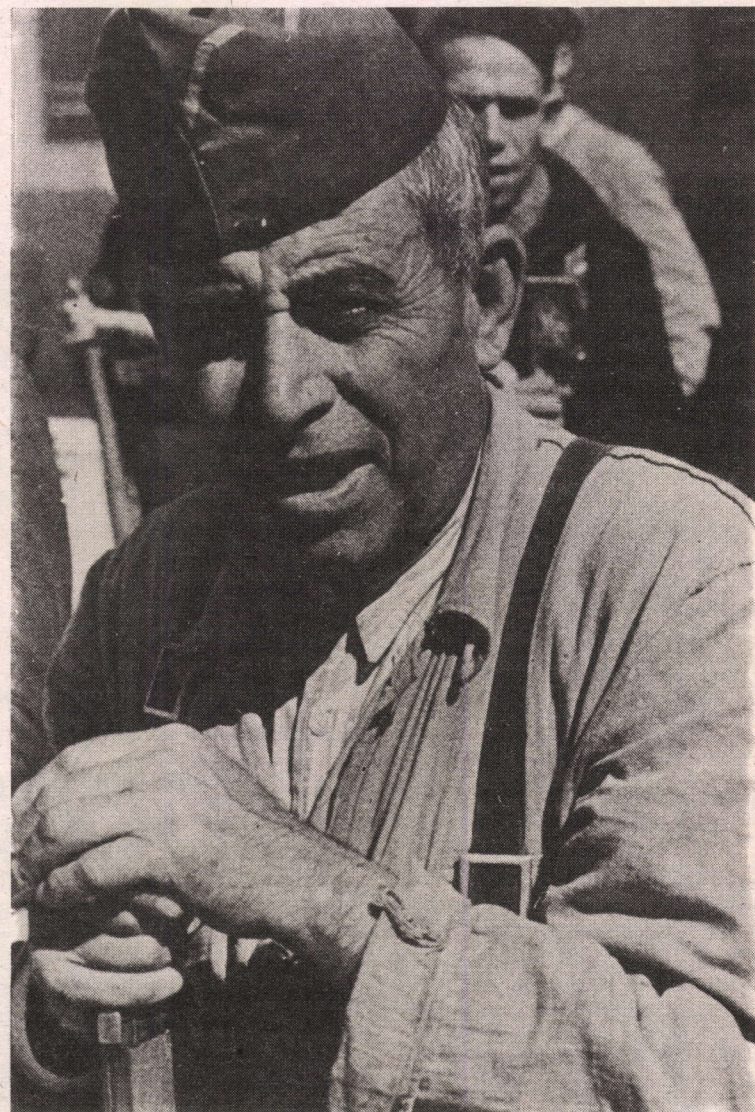
Un pompiste veut venger l'assassinat d'un jeune Arabe.

Grand Pavois 15°.

LIVRE

« Les barricades solitaires »

de Carlos Semprun Maura



Guerre d'Espagne : un milicien.

Le personnage qui raconte sa vie dans ce roman est un ancien combattant de la CNT, l'organisation anarchiste espagnole. Il s'est engagé dans les milices en 1936, a combattu sur le front, a vu la répression menée par les républicains et stalinien contre tous ceux qui voulaient réaliser la révolution sociale. Réfugié en France en 1939, il a ensuite participé à la Résistance contre les Allemands, puis a été journaliste, imprimeur, tout en continuant à lutter contre le régime franquiste : il imprime de la littérature interdite et la fait passer en Espagne, il participe même à une tentative d'attentat contre Franco.

Mais ce héros n'est pas un militant : la CNT qu'il a connue en 1936 est pour lui une sorte de référence historique et idéologique. Anti-stalinien et anti-soviétique, critique même vis-à-vis de la CNT, faisant la satire des émigrés sud-américains à Paris qui se disent révolutionnaires, le personnage central du roman est un individualiste qui porte un regard désabusé sur les épisodes de sa vie d'aventurier.

Carlos Semprun Maura a bien connu la CNT, avec laquelle il a rompu par la suite. Les épisodes de son roman utilisent cette expérience. Et il sait raconter de façon vivante les aventures et les amours de son héros, même si celui-ci n'a pas grand-chose à dire.

Vincent GELAS

Les barricades solitaires de Carlos Semprun Maura. Ed. Belfond. 254 pages. 89 F.

THEATRE

« Yalta » de Vladimir Volkoff
au théâtre Firmin Gémier (Antony-92)

La pièce *Yalta* raconte la conférence qui, entre le 4 et le 11 février 1945, vit Churchill, Roosevelt et Staline se partager le monde afin de mieux pouvoir conjurer tout risque de bouleversements révolutionnaires à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En se goinfrant de caviar (d'après certains historiens, les délégations en consommeront 16 tonnes en huit jours) arrosé de vodka, les trois « Grands », comme ils se sont modestement baptisés eux-mêmes, discutent en se méfiant les uns des autres, comme des marchands de tapis, pourcentages et contreparties : 90 % de Roumanie pour Staline, 10 % pour Churchill et Roosevelt, 50/50 pour la Yougoslavie. Les dialogues sont presque entièrement composés de citations. Mais les propos n'ont pas tous été prononcés à Yalta, certains l'ont été à la conférence de Téhéran et non pas toujours par les « Grands » eux-mêmes, mais quelquefois par leurs conseillers. En fait, même les propos qui nous paraissent invraisemblables ont été identifiés par bon nombre d'historiens. Et il faut le savoir pour le croire, sinon on serait tenté de penser que l'auteur lui-même a inventé.

Le cynisme des protagonis-



Quand la pièce fut jouée en version originale en 1945.

tes est tel que la pièce vire parfois à la bouffonnerie tragique provoquant chez le spectateur un rire de dérision. Ainsi, à Staline qui se montre très exigeant à propos du « démembrement » de l'Allemagne, Churchill, ce vieil anticommuniste, se paie le luxe de lui demander ce qu'il a fait du vieux principe communiste : « Ni annexion, ni indemnité ». Et Staline de lui rétorquer : « Je vire de plus en plus à droite » !

Ponctuant chaque « séance » de marchandages, un chœur à la fois parlé et chanté de quatre femmes vient crier sur scène les souff-

rances des peuples sur le dos desquels les trois « Grands » sont en train de s'entendre.

Yalta n'est pas un simple cours d'histoire mis sur scène, c'est une véritable pièce de théâtre qui bouleverse et révolte ; une pièce qui vaut le déplacement.

André SIMON

Théâtre Firmin Gémier à Antony jusqu'au 9 décembre. RER B - arrêt Antony. Tous les soirs. Matinée à 15 h le dimanche. Prix des places : 60 F. Réduction : 45 F pour les étudiants et le troisième âge.

FILMS

« La tête dans le sac »

Dans ce sac, deux faunes se rejoignent, non sans éclats : celle des bourgeois bien installés avec toiles de maîtres, valets stylés, bijoux, restaurants à la mode, et celle des jeunes loups, insolents, violents, cyniques, volontiers drogués. Le choc de ces deux

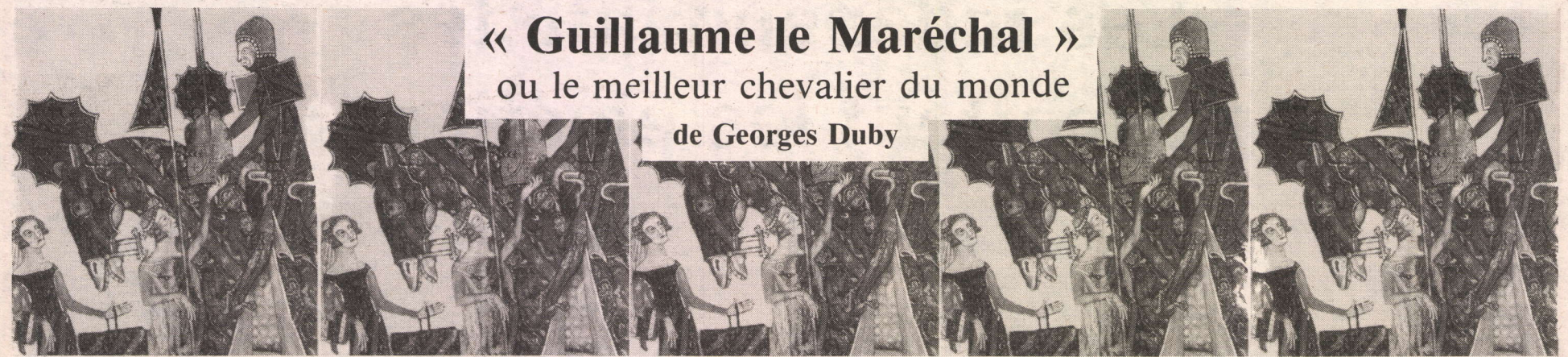
générations issues des beaux quartiers ne donne ici qu'une pochade boulevardière, où le principal ressort comique est l'homosexualité (!).

Alors, pour ne pas se retrouver la tête dans le sac, on peut déjà commencer à éviter d'y mettre le nez.

V.G.

« Guillaume le Maréchal » ou le meilleur chevalier du monde

de Georges Duby



Spécialiste du Moyen Age auquel sont consacrés ses nombreux livres, Georges Duby étudie dans celui-ci la vie et la pensée des chevaliers. Et il le fait en commentant la biographie, longue de quelque 20.000 vers, du comte Guillaume le Maréchal, mort en 1219 à l'âge extrêmement avancé (pour l'époque) de 75 ans. Ce seigneur anglais issu d'une famille noble assez modeste, fit une très belle

carrière, jalonnée de tournois victorieux et de glorieuses batailles, au terme de laquelle il devint régent d'Angleterre et combattit victorieusement le roi de France Philippe-Auguste. La « chanson » de sa vie, pieusement commandée par son héritier, révèle les valeurs, la morale et l'idéal de la chevalerie, au moment précis où s'amorce son déclin.

La carrière de Guillaume

le Maréchal montre que le chevalier est pris dans un tissu extrêmement complexe de relations sociales qui s'expriment par des fidélités personnelles. Et, à l'occasion de chaque conflit, l'historien s'efforce de démêler la hiérarchie de ces fidélités contradictoires qui s'adressent au chef de lignage, au suzerain, à la parenté, au souverain.

Le monde de la chevalerie est un monde masculin.

Les femmes n'y apparaissent presque pas, sauf lorsque, en l'absence d'un héritier mâle, elles permettent de transmettre à un gendre les biens paternels. Les chevaliers cherchent à devenir puissants et riches, mais détestent la thésaurisation, l'usure, le « travail de l'argent », qui est à leurs yeux roturier et indécent.

Mais au moment où Guillaume le Maréchal parvient au faite de la puissance, les

idéaux de la chevalerie commencent à être désagrégés par la puissance de l'argent, des bourgeois, des clercs et même de certains rois.

Cette belle histoire, qui mêle biographie et analyse sociale, se lit comme un roman.

Vincent GELAS

Guillaume le Maréchal, ou le meilleur chevalier du monde de Georges Duby, Ed. Fayard, 186 p., 69 F.

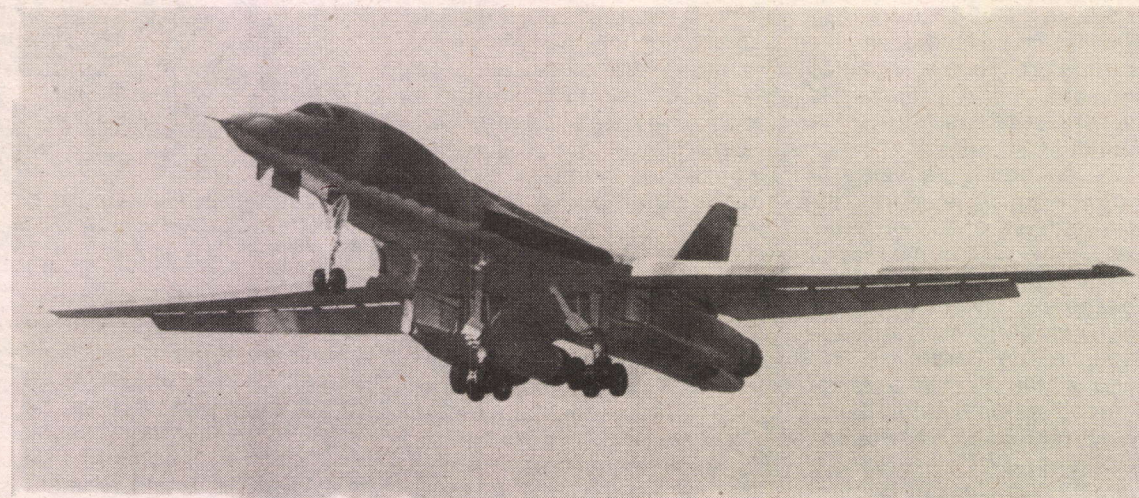
« Forteresse America »

de Jacqueline Grapin

L'auteur, économiste et journaliste, spécialiste des questions militaires et travaillant actuellement aux USA, avait déjà écrit une « radioscopie des Etats-Unis ». Dans ce nouveau livre elle fait, comme d'autres, un bilan des « années Reagan » ainsi que le point sur les rapports Est-Ouest. Elle passe en revue « le renouveau économique », « le réarmement militaire », « la direction de l'Alliance (atlantique) par la force » et le fonctionnement des institutions politiques de Washington, « capitale nationale comme centre de décision internationale ».

Dans la première partie, économique, elle cite quelques chiffres révélateurs : 53 % des chômeurs n'ont aucune indemnité, la mortalité infantile dans les quartiers pauvres atteint 13,2 pour 1 000, supérieure à ce qu'elle était pendant la dernière guerre ; le déficit du budget est passé en quatre ans de 60 milliards à 186 milliards de dollars et l'Etat américain a 1 000 milliards de dollars de dettes à l'étranger, plus que tous les pays du Tiers Monde réunis. Elle note justement que « alors que la plus riche nation du monde devrait financer les autres, ce sont les autres qui la financent ». Mais par-delà ces critiques, elle tire son chapeau à l'administration Reagan et à Reagan en particulier pour avoir « enrayer le déclin industriel ».

L'auteur met en évidence le rôle économique essentiel du « réarmement militaire » qu'elle appelle « le moteur de la reprise ». Elle cite à l'appui des chiffres qui montrent que, dans toutes les grandes branches industrielles, ce sont les productions militaires qui



ont le plus augmenté. Ainsi l'augmentation de la production de l'industrie de radio et de télévision est de 4 % dans le domaine civil et de 13 % dans le domaine militaire ; celle de la sidérurgie de 3,6 % dans le civil, de 10,4 % dans le militaire, etc. Finalement, dit-elle, c'est de ce domaine militaro-industriel que dépendent « la compétitivité et la puissance économique d'un pays dans le monde ». Elle rappelle même opportunément que « c'est la Seconde Guerre mondiale qui a mis fin à la grande dépression des années 1930 ».

Mais elle ne montre pas ce rôle économique de l'industrie d'armement pour le dénoncer ; au contraire, elle le donne en exemple à l'Europe qui ne ferait pas encore assez dans ce domaine : « L'Europe sera militaro-industrielle ou ne sera pas », dit-elle. Malgré ces options de l'auteur, cette partie du livre, par sa franchise, offre un beau tableau du capitalisme !

Mais ce ne sont là que quelques pages dans le livre dont l'essentiel est consacré aux rapports de forces militaires entre l'Est

et l'Ouest. Se plaçant du point de vue des intérêts des Etats occidentaux face à l'URSS qui grignoterait

toujours plus le « monde libre », elle analyse longuement les forces en présence. Il paraît que c'est sa

spécialité. Elle joint sa voix au chœur des partisans de l'installation des Pershing et dénonce les pacifistes comme étant plus ou moins manipulés par l'URSS : du pas nouveau, comme on voit.

Tout au long du livre, elle donne aux dirigeants américains, particulièrement à Reagan et son entourage immédiat, un rôle prépondérant, occultant le fait que ce sont, en fin de compte, les dirigeants de ce « système militaro-industriel » qui commandent.

Michel BROUSSE

Forteresse America de Jacqueline Grapin. Ed. Grasset. 85 F.

Le mouvement communiste et ses oppositions

Communisme n° 5 (revue publiée avec le concours du CNRS)

La revue semestrielle Communisme, dirigée par Annie Kriegel (ancien membre en vue du PCF qui fait aujourd'hui profession d'anticommuniste en particulier dans les colonnes du Figaro) et Stéphane Courtois, se donne pour but d'étudier le « phénomène communiste français » sous un angle universitaire. Le numéro 5 récemment paru comprend, outre les rubriques fixes (fiches de lecture, bibliographie, chronique de la vie du PCF et de la CGT), six articles regroupés sous le titre Le mouvement communiste international et ses oppositions : 1920-1940.

La plupart des articles, œuvres d'universitaires parfois érudits mais tranchant de bien haut et un demi-siècle après sur des épisodes politiques dont ils ne saisissent

guère les racines sociales, sont bien peu intéressants, se contentant d'expliquer que les communistes oppositionnels furent finalement victimes de la machine qu'ils avaient eux-mêmes mise au point.

Seul l'article de Colette Chambelland, consacré à La naissance de la « Révolution prolétarienne », est un témoignage honnête sur ce groupe, dirigé principalement par Pierre Monatte, et sur la lutte que ces militants, syndicalistes avant tout, tentèrent de mener contre la stalinisation du PCF.

Mais il est surtout significatif que l'opposition de gauche trotskyste n'ait droit dans la revue qu'à quelques lignes de présentation et qu'aucun article ne soit consacré à sa lutte. Pourtant, son militan-

tisme, ses analyses, sa durée, son influence et la répression dont elle a été victime de la part de la bureaucratie stalinienne, ont montré dès 1924, que parmi les « oppositions » dont il est ici question, c'était bien la seule qui se plaçait résolument et de façon conséquente sur le terrain de la révolution prolétarienne et du communisme face aux staliens et aux « déçus du communisme » ayant rejoint la social-démocratie, voire la droite.

Mais il est vrai que ce terrain du communisme, s'il est le sujet d'étude de la revue qui se nomme Communisme n'est pas celui sur lequel elle se place. Vincent GELAS Communisme n° 5 : Le mouvement communiste international et ses oppositions : 1920-1940. Ed. PUF.

Les indépendantistes boycottent les élections

Le Front de Libération Kanak Socialiste (FLNKS), principale organisation indépendantiste des Kanaks de Nouvelle-Calédonie, a décidé de boycotter les élections du 18 novembre à l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, l'une des dernières colonies françaises.

Pourtant, en 1981, les mêmes leaders indépendantistes kanaks (dont le mouvement s'appelait alors Front Indépendantiste) avaient appelé à voter pour Mitterrand, puisque le Parti Socialiste s'était prononcé pour l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance.

Face aux attaques de la droite et surtout à l'hostilité des colons français de Nouvelle-Calédonie, le gouvernement socialiste n'a cessé depuis de faire marche arrière. Certes les gouvernements Mauroy puis Fabius ont manifesté leur désir de mettre fin au statut colonial du territoire et de se débarrasser ainsi d'un problème épineux. Mais ils auraient voulu une décolonisation en douceur, qui ménage les intérêts des colons français, sans parler de l'intérêt que porte l'impérialisme français au nickel de Nouvelle-Calédonie. Ce sont ces tentatives qui sont en train de tourner court, tant il ne peut y avoir de solution qui ménage à la fois opprimés et oppresseurs.

LES GRANDES MANOEUVRES SOCIALISTES

Dans un premier temps, les manœuvres du Parti Socialiste français et du haut-commissaire du gouvernement à Nouméa, Christian Nucci, avaient réussi à dissocier le parti des colons modérés, le Front pour une Société Calédonienne (le FNCS, progressiste), du parti majoritaire chez les colons, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (le RPCR, proche du RPR). Et le gouvernement avait parrainé une alliance entre ce FNCS et le Front Indépendantiste leur donnant la majorité à l'Assemblée territoriale et faisant ainsi du leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou le vice-président du Conseil du gouvernement du territoire.

DERRIÈRE LE COMPROMIS AVEC LES NOTABLES KANAKS, LA RÉPRESSION COLONIALE DEMEURE

Mais ces manœuvres politiques pour tenter de satisfaire les notables du mouvement indépendantiste ne changeaient rien à la réalité du régime colonial. Au contraire, craignant une indépendance dont ils ne veulent pas, les colons tenaient à se montrer plus arrogants vis-à-vis des Kanaks, à provoquer des incidents, sachant très bien que, mis devant la nécessité de choisir entre la population

kanake et eux, le gouvernement et ses gendarmes ne pourraient que choisir le côté des possédants.

Ainsi en septembre 1981, à la suite de l'assassinat du leader indépendantiste Pierre Declercq, c'est contre les Kanaks descendus dans les rues de Nouméa pour manifester leur révolte contre cet assassinat que le gouvernement socialiste avait fait dépêcher dans le territoire des renforts de gendarmerie.

En janvier 1983, c'était pour protéger les intérêts du propriétaire d'une scierie que les gendarmes étaient intervenus dans la région forestière de La Foa : les habitants de la région avaient arrêté le fonctionnement de la scierie et bloqué le matériel parce que cette entreprise pollueait les eaux qui alimentaient les villages. Un détachement de gendarmerie avait été envoyé récupérer les biens du patron blanc et avait été pris à partie par les villageois ; deux gendarmes avaient été tués, quatre blessés. Le lendemain, les renforts arrivaient et, épaulés par des hélicoptères, ils avaient ratissé toute la région.

Là encore cependant, la rupture entre les leaders indépendantistes et le gouvernement était loin d'être consommée. Au contraire, très « responsable », c'est-à-dire respectueux de la propriété des riches et de l'ordre, M. Tjibaou s'était désolidarisé de la mobilisation des habitants de la région de La Foa en déclarant : « Si c'est encore pour tuer, le Conseil du gouvernement et les partis qui le composent affirment qu'ils ne peuvent appuyer de telles mobilisations ».

Finalement, ce qui a amené ces dirigeants à rompre avec le gouvernement et à refuser de jouer le jeu des prochaines élections ne sont que des calculs qui ont plus à voir avec le rôle qu'ils espèrent jouer un jour qu'avec les intérêts de leur peuple. Ils sont en désaccord avec le projet gouvernemental de repousser jusqu'en 1989 le référendum sur l'indépendance du territoire, et surtout avec les modalités d'organisation de ce référendum.

L'ART D'OFFRIR L'INDÉPENDANCE... AUX COLONS

La divergence entre le gouvernement et les indépendantistes sur ce point est il est vrai de taille. Car la question est de savoir qui en définitive choisira le futur statut de l'île et qui en bénéficiera.

En Nouvelle-Calédonie en effet la population originaire de l'île, les Kanaks, ceux qui ont été dépossédés des terres les plus fertiles, qui ne touchent rien de la principale richesse du pays, le nickel, si ce n'est le droit de l'extraire pour les autres, ne représentent aujourd'hui plus que 45 % de la population de l'île. Les colons européens, eux,

représentent 35 % de la population, et les 20 % qui restent sont des immigrés ramenés par le colonialisme français de pays d'Asie ou d'Océanie, Vietnam, Wallis ou Tahiti.

De plus, d'ici 1989, l'impérialisme français escompte bien profiter des cinq ans de délai qu'il s'est donnés pour diviser entre eux les Kanaks, en intégrant, comme il a commencé à le faire, quelques notables à la gestion du territoire, en se fabriquant dans les milieux kanaks une petite clientèle de nouveaux propriétaires, grâce aux quelques distributions de terres qu'il a entreprises (en rachetant à prix d'or aux colons leurs terres inutilisées, les plus mauvaises, il va de soi).

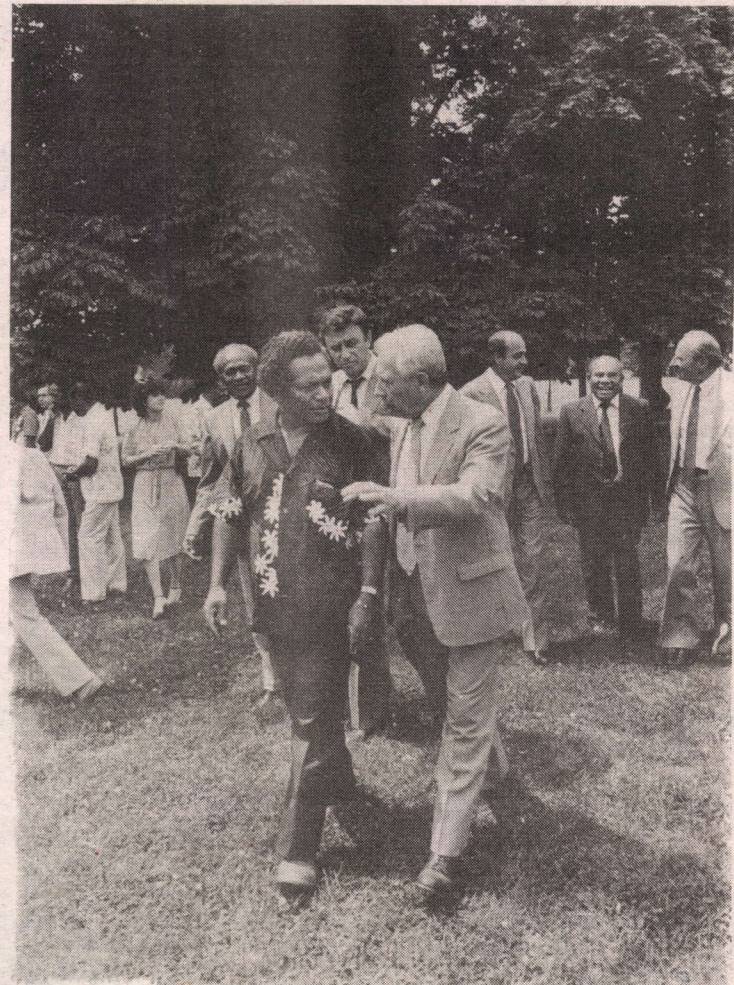
Alors, en 1989, un référendum où toutes les voix seraient confondues, aurait toutes les chances d'aboutir soit au maintien pur et simple de la domination française (c'est la position du parti majoritaire chez les colons, le RPCR), soit à une indépendance dominée par les colons d'origine française, appuyés éventuellement par les autres communautés immigrées dans l'île et par une petite couche de notables kanaks qu'on aurait pu lier ainsi aux colons.

C'est pourquoi les dirigeants du Front Indépendantiste avaient demandé, lors des négociations du printemps dernier, que soient exclus du corps électoral destiné à se prononcer sur le futur statut de l'île les colons européens qui n'auraient pas de parents nés sur le territoire, afin de réduire quelque peu l'importance de l'électorat colon. Mais cette revendication avait été rejetée par l'Assemblée nationale française, sous prétexte qu'elle serait « inconstitutionnelle ». Et pourtant Mitterrand lui-même n'avait-il pas déclaré jadis : « La population kanake, me direz-vous, est ethniquement aujourd'hui minoritaire en Nouvelle-Calédonie. C'est possible. Mais un tel argument n'est pas suffisant, quand on sait comment a été facilitée l'immigration importée à la fois de la métropole et des pays voisins ». Mais c'était en 1979 !

DU FRONT INDÉPENDANTISTE AU FRONT DE LIBÉRATION, LA BOURGEOISIE KANAKE VEUT SON ETAT

Alors les dirigeants du Front Indépendantiste, eux qui jusqu'ici s'étaient montrés prêts aux compromis avec le gouvernement français et avec les colons, ne voulaient évidemment pas d'un futur statut de l'île dont ils n'auraient, eux, aucune chance d'être les principaux dirigeants.

Ce Front Indépendantiste qui condamnait il y a quelques mois la violence, lorsque celle des paysans de la



Le leader indépendantiste J.M. Tjibaou avec le représentant du gouvernement français Guy Penne, lors d'une table ronde sur l'indépendance, en juillet 1983.

région de La Foa se défermant contre les gendarmes gênait les petits calculs politiques de ses dirigeants, a pris maintenant le nom de Front de Libération Kanak Socialiste. Et il se glorifie de ses 17 militants qui viennent de suivre un stage d'entraînement en Libye. « Vous aurez bientôt un aperçu de leur formation à Tripoli », a déclaré la semaine dernière l'un des dirigeants du Front, M. Yeiwéné Yeiwéné. Car ils savent désormais faire éclater des bombes, fabriquer des cocktails Molotov. (...) C'est pourquoi nous avons tenu à expliquer aux militants qu'il y aurait peut-être bientôt des morts » (cité par Le Monde des 11-12 novembre). Et le FLNKS annonçait que d'autres militants allaient partir s'entraîner en Libye, à Moscou, à La Havane ou à Ho-Chi-Minh-ville.

POUR EVITER L'ECHEC DE SA POLITIQUE, LE GOUVERNEMENT EN EST A PRIER LE CIEL

Il faut dire que, dans cette escalade de déclarations (puisqu'on n'en est pour l'instant qu'aux déclarations), la palme revient, comme il se doit, au gouvernement français. Son secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Georges Lemoine, venu pour la campagne électorale en Nouvelle-Calédonie, a cherché à faire appel aux « bons » nationalistes kanaks en ces termes : « Il y a ceux qui veulent l'indépendance avec la France, et ceux qui veulent l'indépendance avec la Libye... Certains ont lu le message de l'indépen-

dance dans la Bible. Mais je n'accepte pas que l'on veuille tromper le peuple kanak de point de référence. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre on lui dise qui a choisi Jésus et qui a choisi Marx ». Mais, fidèle au proverbe « aide-toi, le ciel t'aidera », ce socialiste à la Jésus a prévu de faire envoyer en Nouvelle-Calédonie quelques renforts de gendarmerie pour le jour du scrutin.

Mais pas plus la peur du gendarme que l'invocation de Jésus n'ont de chances d'enrayer le boycott du scrutin du 18 novembre par les électeurs kanaks, car seul jusqu'à présent le ralliement des dirigeants indépendantistes à la politique du gouvernement socialiste français avait pu donner, vis-à-vis de la population kanake, un tant soit peu de crédibilité aux réformes entreprises et à l'Assemblée territoriale.

Et les derniers projets du gouvernement français en ce qui concerne la solution du problème de la Nouvelle-Calédonie ont toutes les chances de ne pas aboutir. Il y a une forte chance en effet de voir les électeurs kanaks suivre les leaders du Front dans l'opération de boycott des élections.

Cela traduira sans conteste l'opposition de la population kanake au maintien de la tutelle coloniale. Mais, pour se libérer non seulement du colonialisme français, mais aussi de toute oppression, ce n'est sûrement pas sur ces leaders nationalistes, qui ne rêvent que de remplacer les colons, qu'ils pourront compter.

Olivier BELIN